

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204325]

**3 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi
des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014
relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique**

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91;

Vu le règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, D.243 et D.249 à D.251;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 janvier 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 janvier 2015;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, réalisée les 26 février 2015 et 18 juin 2015;

Vu le rapport du 5 février 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 57.816/2/V du Conseil d'Etat, donné le 19 août 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que des mesures doivent être prises afin de permettre l'application de la nouvelle programmation européenne;

Considérant que le programme wallon de développement rural, tel qu'approuvé par le Gouvernement wallon et adopté par la Commission européenne le 20 juillet 2015 doit être mis en œuvre;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Les définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

2° « Code » : le Code wallon de l'Agriculture;

3° « conditionnalité » : les exigences réglementaires en matière de gestion et les normes en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales mentionnées aux articles 91 à 101 du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil, et dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

4° « demande d'aide » : la demande d'aide au sens de l'article 2, 1, (3), du règlement n° 640/2014;

5° « demande de paiement » : la demande de paiement au sens de l'article 2, 1, (4), du règlement n° 640/2014;

6° « engagement » : l'ensemble des conditions de production de l'agriculture biologique que l'agriculteur accepte de respecter suite à sa demande d'aide;

7° « groupe de cultures » : un groupe de cultures au sens de l'article 17, 1°, b), du règlement (UE) n° 640/2014;

8° « la ligne de base des engagements » : ensemble des normes obligatoires établies en application du titre VI, chapitre 1^{er}, du règlement (UE) n° 1306/2013, des critères pertinents et des activités minimales établies en application de l'article 4, § 1^{er}, point c), sous ii) et iii), du règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil, ainsi que des autres exigences obligatoires pertinentes établies par le droit fédéral et régional tel que visé à l'article 29, § 2, du règlement n° 1305/2013;

9° « le Ministre » : le Ministre de l'Agriculture;

10° « organisme de contrôle » : un organisme de contrôle au sens de l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production biologique et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008;

11° « période de programmation » : la période qui couvre un programme de développement rural pour une durée déterminée par la législation européenne;

12° « programme wallon de développement rural » : le programme au sens de l'article 6 du règlement n° 1305/2013;

13° « règlement n° 1305/2013 » : le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

14° « règlement n° 1306/2013 » : le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

15° « règlement 1307/2013 » : le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

16° « règlement n° 807/2014 » : le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

17° « règlement 809/2014 » : le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

18° « règlement n° 834/2007 » : le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91;

19° « règlement n° 640/2014 » : le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

20° « Sanitrace » : le système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des animaux utilisé par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

21° « service territorial » : service décentralisé du Département des Aides de l'Administration;

22° « site Natura 2000 » : un site visé à l'article 1^{er}bis, 18°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

23° « surface agricole » : une surface agricole au sens de l'article 4, § 1^{er}, e), du règlement 1307/2014;

24° « surface de compensation écologique » : la surface agricole pour laquelle l'agriculteur perçoit une somme d'un tiers privé en compensation d'une contrainte sur la surface agricole, cette contrainte faisant l'objet d'une convention entre l'agriculteur et le tiers, tel que le placement d'une éolienne sur la surface agricole;

25° « UGB » : l'unité de gros bétail ou l'unité de référence permettant d'agréger le bétail de différentes espèces et de différents âges en utilisant des coefficients spécifiques établis initialement sur la base des besoins nutritionnels ou alimentaires de chaque type d'animal.

CHAPITRE II. — Dispositions générales

Art. 2. Les aides à l'agriculture biologique s'appliquent sur les surfaces agricoles situées totalement ou partiellement en Région wallonne, et déclarées par un agriculteur dans la demande unique comme faisant l'objet d'un engagement pour un mode de production en agriculture biologique.

L'aide à l'agriculture biologique comprend l'aide à la conversion et l'aide au maintien de l'agriculture biologique.

CHAPITRE III. — Introduction de la demande

Art. 3. § 1^{er}. L'agriculteur introduit une demande d'aide au plus tard à la date définie par le Ministre.

L'organisme payeur met à disposition de l'agriculteur un formulaire de demande d'aide sur son site internet ou auprès du service territorial dont l'agriculteur dépend.

Le formulaire de demande d'aide contient toutes les informations nécessaires à la mission de l'organisme payeur et contient au minimum les informations suivantes :

1° l'identification de l'agriculteur;

2° l'identification des surfaces agricoles de l'exploitation faisant l'objet de la demande d'aide;

3° une déclaration de l'agriculteur attestant qu'il s'engage à respecter le cahier des charges relatif à l'agriculture biologique;

4° une information concernant l'obligation de faire les démarches nécessaires à l'affiliation auprès d'un organisme de contrôle pour le 1^{er} janvier suivant l'introduction de la demande d'aide ou de donner la preuve de son affiliation auprès d'un organisme de contrôle;

5° une déclaration de l'agriculteur attestant qu'il a pris connaissance des conditions applicables aux régimes de paiements directs et aux mesures de développement rural concernées.

L'organisme payeur envoie, au plus tard à une date définie par le Ministre précédant le début de son engagement, un courrier confirmant à l'agriculteur que sa demande d'aide est réceptionnée, conforme aux conditions visées à l'alinéa 3 et que l'engagement démarre le 1^{er} janvier suivant.

§ 2. La demande de paiement est introduite annuellement via le formulaire de demande unique conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté du 12 février 2015.

La demande est accompagnée des éventuelles pièces justificatives demandées par l'organisme payeur dans la demande unique, conformément à l'article D.30 du Code.

§ 3. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 s'applique à toute modification éventuelle de la demande d'aide ou de la demande annuelle de paiement pour autant qu'un contrôle sur place n'ait pas eu lieu et n'ait pas révélé des irrégularités avant la modification.

Art. 4. L'engagement pour l'aide à l'agriculture biologique a une durée de cinq ans.

L'organisme payeur informe l'agriculteur qu'il est dans sa dernière année d'engagement au plus tard à une date définie par le Ministre.

Si l'agriculteur souhaite reprendre un engagement à l'issue de son engagement initial, il introduit une nouvelle demande d'aide selon les modalités de l'article 3.

Art. 5. L'organisme payeur analyse la recevabilité de la demande de paiement.

L'organisme payeur notifie par un document la recevabilité ou l'irrecevabilité de la demande de paiement de l'agriculteur à une date définie par le Ministre.

CHAPITRE IV. — *Conditions relatives à la demande d'aide et à la demande de paiement à la production biologique*

Art. 6. La demande d'aide est recevable si l'agriculteur satisfait aux conditions suivantes :

1° être identifié auprès de l'organisme payeur dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle, conformément aux articles D.20 et D.22 du Code;

2° détenir une unité de production sur le territoire belge;

3° s'engager à respecter sur les surfaces agricoles admissibles concernées toutes les conditions relatives au mode de production biologique, à partir du 1^{er} janvier qui suit la demande d'aide, sans interruption pendant une durée d'au moins cinq ans;

4° avoir entamé les démarches de la notification de son activité en agriculture biologique et l'utilisation escomptée des surfaces agricoles pour lesquelles l'aide est demandée à un organisme de contrôle agréé et être, lors de la première demande de paiement qui suit la demande d'aide, certifié auprès d'un organisme de contrôle depuis le 1^{er} janvier suivant l'introduction de la demande d'aide;

5° être agriculteur actif au sens de l'article 9 du règlement n° 1306/2013 et des articles 10 à 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015.

La demande de paiement est uniquement recevable si elle satisfait aux conditions prévues au paragraphe 1^{er}, 1°, 2°, et si elle est introduite dans le formulaire de demande unique, conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015.

Art. 7. La demande d'aide et la demande de paiement sont admissibles si l'agriculteur satisfait aux conditions suivantes :

1° exploiter sur le territoire de la Région wallonne les surfaces agricoles pour lesquelles il sollicite l'aide à la production biologique;

2° avoir notifié son activité et l'utilisation des surfaces agricoles pour lesquelles l'aide est demandée à un organisme de contrôle au plus tard le 1^{er} janvier de l'année qui suit la demande d'aide;

3° avoir procédé à l'identification et à l'enregistrement de tous les animaux de l'exploitation dans le système d'identification et d'enregistrement des animaux « Sanitrace »;

4° ne pas faire l'objet d'une décision d'exclusion, mentionnée à l'article 27, § 5, l'année précédant celle pour laquelle l'aide est demandée.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, la demande d'aide ou de paiement est considérée comme inadmissible, pour les surfaces agricoles situées :

1° soit hors du territoire de la Région wallonne;

2° soit dans une surface de compensation écologique;

3° soit dans une surface d'intérêt écologique, sauf en cas de compatibilité tels que définis par le Ministre en conformité avec le programme de développement rural.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3°, tous les animaux identifiés sont localisés dans l'unité ou les unités de production gérées par l'agriculteur concerné par l'aide à l'agriculture biologique.

CHAPITRE V. — *Engagements*

Section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 8. Seuls les groupes de cultures définis par le Ministre en conformité avec le programme wallon de développement rural font l'objet d'un engagement en vue de l'obtention d'une aide à la production biologique.

L'aide à l'agriculture biologique peut être cumulée avec des mesures agroenvironnementales et climatiques, pour autant que ce cumul soit conforme au cumul autorisé en vertu de l'article 11, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques.

Dans les sites Natura 2000 désignés, les superficies bénéficiant de l'indemnité Natura 2000 pour les « Prairies à contraintes fortes » et pour les « Bandes extensives » converties à l'agriculture biologique ne donnent pas droit à l'aide à l'agriculture biologique.

Les surfaces bénéficiant de l'indemnité Natura 2000 pour les « Prairies à contraintes faibles » converties à l'agriculture biologique peuvent bénéficier de l'aide à la production biologique.

Art. 9. Pour bénéficier des aides à la production biologique, l'agriculteur gère son exploitation agricole conformément :

1° aux dispositions du règlement (CE) n° 834/2007 et du règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007;

2° aux articles 3, § 1^{er}, alinéa 3, et 4, et des annexes 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008.

Art. 10. Conformément à l'article 29, § 2, du règlement n° 1305/2013, les engagements vont au-delà des normes qui constituent la ligne de base des engagements.

Art. 11. § 1^{er}. Pour les superficies du groupe de cultures déterminé par le Ministre, le calcul de l'aide visée à l'article 17 prend en compte la totalité des superficies déterminées pour le groupe déterminé par le Ministre et défini par lui en vertu de l'article 8, lorsque l'exploitation détient au moins un nombre déterminé d'UGB par hectare des superficies concernées.

Ce nombre déterminé d'UGB est fixé par le Ministre dans le respect du programme wallon de développement rural.

Lorsque la charge en bétail de l'exploitation est inférieure au nombre déterminé d'UGB par hectare pour le groupe de cultures visé, les superficies prises en compte pour le calcul de l'aide, sont plafonnées aux superficies définies par le Ministre, nécessaires pour que la charge en bétail de l'exploitation atteigne le nombre déterminé d'UGB par hectare et pour prendre en compte les parcours.

Pour ce calcul, seul le bétail pâturant élevé selon le mode de production biologique est pris en compte. Le Ministre est habilité à préciser les espèces assimilées au bétail pâturant et les modalités d'application du présent article à ces espèces.

§ 2. Les animaux retenus dans le calcul de la charge sont élevés selon le mode de production biologique et leur détenteur est l'agriculteur concerné par la demande de paiement. Tous ces animaux sont localisés dans l'unité ou les unités de production gérées par l'agriculteur et concernées par la demande d'aide.

La charge en bétail est la charge moyenne annuelle de l'exploitation pour l'année civile considérée. La charge est établie en prenant en compte les données correspondant aux éléments suivants :

1° la moyenne des données journalières provenant du système d'identification et d'enregistrement des animaux « Sanitrace », en ce qui concerne les bovins et dont la présence dans l'exploitation est confirmée par l'organisme de contrôle pour l'année considérée;

2° le nombre d'équidés déclarés par l'agriculteur dans sa demande unique de l'année considérée et dont la présence dans l'exploitation est confirmée par l'organisme de contrôle pour l'année considérée;

3° l'inventaire annuel relatif à l'identification et à l'enregistrement des ovins, caprins et cervidés dont la présence dans l'exploitation est confirmé par l'organisme de contrôle pour l'année considérée.

§ 3. Le calcul du nombre d'UGB relatif aux animaux est établi en utilisant les coefficients fixés par le Ministre.

Art. 12. En application de l'article 60 du règlement n° 1306/2013, aucun paiement n'est effectué en faveur de l'agriculteur au sujet duquel il est établi qu'il a créé artificiellement les conditions requises pour bénéficier de tels paiements et obtenir ainsi un avantage non conforme aux objectifs du régime d'aide à l'agriculture biologique.

Section 2. — Aide à la conversion

Art. 13. Pendant la période d'engagement visée à l'article 4, une aide à la conversion est octroyée à l'agriculteur qui procède à la conversion de son exploitation en une exploitation respectant les prescriptions du mode de production biologique et qui satisfait aux conditions visées aux articles 6 et 7, pour les surfaces agricoles admissibles n'ayant pas fait l'objet d'une aide à l'agriculture biologique lors des dix années précédentes.

Pour les groupes de cultures visés à l'article 8, le Ministre définit le montant de l'aide à la conversion de l'agriculture biologique tel que repris dans le programme wallon de développement rural.

L'aide à la conversion est versée annuellement pendant les deux premières années de l'engagement ou pendant les deux premières années à partir desquelles les surfaces concernées sont ajoutées au cours de l'engagement selon l'article 20. Durant cette période de deux ans, l'agriculteur bénéficie de l'aide à la conversion pour les surfaces agricoles, à l'exclusion de l'aide au maintien de l'agriculture biologique visée à l'article 14.

Durant la période restante, l'agriculteur bénéficie d'une aide au maintien de l'agriculture biologique telle que prévue à l'article 14.

Si la première année de l'aide à la conversion correspond à la dernière année de la période d'engagement visée à l'article 14, l'agriculteur bénéficie de la deuxième année d'aide à la conversion lors de la première année de l'engagement suivant, pour autant que l'engagement suivant soit immédiatement consécutif à l'engagement précédent.

Section 3. — Aide au maintien de l'agriculture biologique

Art. 14. Lorsque l'agriculteur ne bénéficie pas de l'aide à la conversion sur les mêmes surfaces, il bénéficie de l'aide au maintien de l'agriculture biologique. Cette aide est liée aux surfaces agricoles déclarées par l'agriculteur lors de la première année de l'engagement et, dans le cas de surfaces agricoles éventuellement ajoutées au cours de l'engagement, pour la durée de l'engagement qui reste à courir dans le respect de l'article 20.

La durée de l'aide au maintien est diminuée des années pour lesquelles l'agriculteur bénéficie de l'aide à la conversion.

Art. 15. Pour les groupes de cultures visés à l'article 8, le Ministre définit le montant de l'aide au maintien de l'agriculture biologique tel que repris dans le programme wallon de développement rural.

CHAPITRE VI. — Paiement

Art. 16. Les aides à l'agriculture biologique sont payées sur une période de cinq ans par tranches annuelles. La période couverte par une tranche annuelle débute le 1^{er} janvier de l'année à laquelle elle se rapporte pour se terminer le 31 décembre de la même année.

Chaque tranche annuelle est versée à l'agriculteur qui a introduit sa demande de paiement annuelle correspondante pour autant que toutes les conditions de l'engagement soient respectées durant la période couverte par la tranche visée et qu'il remplisse, durant toute la période de son engagement, les conditions visées aux articles 6 et 7.

Les tranches annuelles sont établies sur base de la demande annuelle de paiement que l'agriculteur envoie conformément à l'article 3, § 2, ainsi que des résultats des contrôles administratifs ou des contrôles sur place, conformément à l'article 24, § 1^{er}, du règlement n° 809/2014.

Conformément à l'article 75 du règlement 1306/2013, des avances peuvent être versées, avant le 1^{er} décembre et uniquement à partir du 16 octobre, allant jusqu'à 75 % pour l'aide à l'agriculture biologique, une fois terminé le contrôle administratif visé à l'article 59, § 1^{er}, du règlement 1306/2013.

Conformément à l'article 75, § 2, du règlement (CE) n° 1306/2013, les paiements liés à l'aide à l'agriculture biologique ne sont pas effectués avant que les contrôles relatifs aux critères d'admissibilité ne soient finalisés.

Art. 17. Les modalités de paiement des aides à l'agriculture biologique sont définies comme suit :

1° chaque tranche annuelle est payée au cours de la période comprise entre le 1^{er} décembre de l'année civile correspondant à celle de la tranche annuelle et le 30 juin de l'année civile suivante;

2° pour chaque année, une notification du montant des aides octroyées, reprenant le calcul des aides, est envoyée à l'agriculteur après le paiement de celles-ci.

Art. 18. Les aides à l'agriculture biologique sont versées aux agriculteurs dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

En cas d'insuffisance de fonds, le Ministre peut décider que les agriculteurs ne peuvent plus prendre de nouveaux engagements.

Lorsqu'il est fait application de l'alinéa 2, l'organisme payeur en informe les agriculteurs en publiant l'information sur le portail internet de la Région wallonne.

CHAPITRE VII. — *Transferts, extensions, adaptations et révisions d'engagement*

Section 1^{re}. — Transfert de l'engagement

Art. 19. § 1^{er}. Conformément à l'article 47, § 2, du règlement n° 1305/2013 et à l'article 8 du règlement 809/2014, en cas de transfert de tout ou partie des surfaces agricoles concernées par l'engagement, ou en cas de transfert de l'entièreté de l'exploitation, l'agriculteur repreneur peut reprendre l'engagement de l'agriculteur cédant pour la période restant à courir.

S'il décide de reprendre l'engagement concerné, l'agriculteur repreneur succède aux droits et obligations de l'agriculteur cédant en ce qui concerne ces engagements.

L'agriculteur cédant ne rembourse pas les aides pour la période pendant laquelle l'engagement a été effectif, quel que soit le choix de l'agriculteur repreneur.

§ 2. Le transfert des surfaces agricoles ou de l'exploitation est notifié à l'organisme payeur par écrit par le bénéficiaire repreneur et le bénéficiaire cédant par tout moyen de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code.

Si, par application de l'article 27, l'engagement repris est arrêté, l'agriculteur repreneur rembourse les aides qui lui ont été versées au titre de l'engagement en cours, ainsi que les aides concernées versées à l'agriculteur cédant depuis le début de l'engagement qu'avait pris ce dernier.

§ 3. Un transfert est considéré avoir eu lieu le premier jour de la période annuelle telle que visée à l'article 16, alinéa 1^{er}, de l'année de la notification du transfert. L'agriculteur cédant bénéficie des aides correspondantes à la période annuelle précédant celle durant laquelle la notification du transfert a eu lieu pour autant que toutes les conditions de recevabilité et d'admissibilité, ainsi que les engagements, aient été respectés par lui-même.

Le repreneur bénéficie des aides à partir de l'année de la notification, pour autant que les conditions visées aux articles 6, § 1^{er}, 1°, 2°, 3° et 7 soient remplies par le repreneur et que les engagements aient été effectifs.

Si l'agriculteur repreneur ne respecte pas les conditions durant la période annuelle de cette notification telle que visée à l'alinéa 2, les aides pour la période annuelle durant laquelle le transfert a eu lieu sont réduites ou remboursées par l'agriculteur repreneur, ainsi que, le cas échéant, les aides versées pour les périodes antérieures.

§ 4. Lorsqu'un échange de surfaces agricoles sur lesquelles un engagement pour l'aide à l'agriculture biologique a été pris a lieu, l'engagement continue à s'appliquer sur ces surfaces agricoles. Dans un tel cas, l'agriculteur engagé en agriculture biologique communique dans le cadre de la convention d'échange l'existence de cet engagement que le preneur s'engage à respecter.

Section 2. — Extension de la surface de l'engagement

Art. 20. Lorsque l'agriculteur accroît la superficie de son exploitation ou lorsque la surface sur laquelle porte un engagement dans une exploitation est augmentée, l'extension de l'engagement est permise dans le respect de l'article 15, § 1^{er}, du règlement n° 807/2014.

L'engagement est étendu pour couvrir les surfaces supplémentaires, à condition que la demande d'extension :

1° respecte les conditions énoncées à l'article 15, § 2, du règlement 807/2014;

2° soit introduite dans les délais et selon les modalités fixées par le Ministre.

En cas d'acceptation, l'extension prend cours l'année d'introduction de la demande d'extension.

L'agriculteur respecte l'engagement étendu pour le reste de la durée de l'engagement initial.

Le Ministre est habilité à compléter la procédure d'extension et ajouter des conditions supplémentaires purement procédurales, requises pour le traitement des demandes d'extension, ainsi que la liste des documents à joindre à ces demandes, dans le respect de la législation européenne.

Un remboursement n'est pas exigé pour les paiements des années précédentes.

Section 3. — Adaptation de l'engagement

Art. 21. Conformément à l'article 47, § 6, du règlement n° 1305/2013 et en application de l'article 14, § 2, du règlement n° 807/2014, à condition que des objectifs de l'engagement initial soient respectés, les engagements peuvent être adaptés par le Ministre au cours de la période de leur exécution, tant via une modification opérée au cahier

des charges que par la prolongation de la durée de l'engagement pour autant que cette adaptation soit prévue par le programme wallon de développement rural approuvé conformément aux articles 10 et 11 du règlement n° 1305/2013.

Le Ministre est habilité à compléter la procédure d'adaptation et ajouter des conditions supplémentaires purement procédurales, requises pour le traitement des adaptations, dans le respect de la législation européenne.

L'agriculteur respecte l'engagement adapté pour le reste de la durée de l'engagement initial.

Section 4. — Révision de l'engagement

Art. 22. § 1^{er}. Conformément à l'article 48, alinéa 1^{er}, du règlement n° 1305/2013, en cas de modification de la ligne de base des engagements en cours, telle que prévue à l'article 10, ceux-ci sont révisés par l'organisme payeur.

La révision mentionnée à l'alinéa 1^{er} peut consister en un arrêt des engagements si la ligne de base est relevée au même niveau que le cahier des charges des engagements.

§ 2. Conformément à l'article 48, alinéa 2, du règlement n° 1305/2013, si un engagement va au-delà de la période de programmation européenne en cours, l'organisme payeur révisé l'engagement pour l'adapter au cadre réglementaire de la période de programmation européenne suivante. Cette révision prend effet au premier jour de la programmation suivante.

§ 3. L'organisme payeur procède également aux révisions nécessaires des engagements en cours aux fins d'éviter le double financement des pratiques visées à l'article 43 du règlement n° 1307/2013 en cas de modifications desdites pratiques.

§ 4. Si la révision de l'engagement prévue aux paragraphes 1^{er}, 2 ou 3 permet à l'agriculteur de poursuivre sur base d'un cahier des charges modifié, les montants des aides versées peuvent être revus sur la base de ce cahier des charges modifié.

Si la révision prévue aux paragraphes 1^{er}, 2 ou 3 n'est pas acceptée par l'agriculteur, l'engagement prend fin et l'agriculteur ne rembourse pas les aides déjà reçues pour les périodes pendant lesquelles l'engagement a été effectif.

§ 5. L'organisme payeur informe l'agriculteur de l'application des paragraphes 1^{er}, 2 et 3 par voie de presse ou par courrier ou courriel individuel.

CHAPITRE VIII. — Cas de force majeure, d'erreur manifeste et de circonstances exceptionnelles

Art. 23. Le remboursement de l'aide perçue n'est pas exigé dans les cas de force majeure et dans les circonstances exceptionnelles visées à l'article 2, § 2, du règlement n° 1306/2013.

Dans les éventualités reprises à l'alinéa 1^{er}, l'agriculteur, ou ses ayants-droits, informent par écrit l'organisme payeur, en notifiant des pièces justificatives, dans les quinze jours ouvrables à compter du jour où il est en mesure de le faire, conformément à l'article 4, § 2, du règlement n° 640/2014.

Dans les éventualités reprises à l'alinéa 1^{er}, l'aide est proportionnellement retirée conformément et selon les modalités prévues à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, du règlement n° 640/2014.

Art. 24. Conformément à l'article 47, § 3, du règlement 1305/2013, l'agriculteur qui n'est plus à même de respecter ses engagements, en tout ou en partie, du fait que son exploitation fait l'objet d'un aménagement foncier ou d'autres interventions publiques similaires d'aménagement foncier, le notifie à l'organisme payeur, par écrit, avant la date de prise d'occupation.

L'organisme payeur adapte les engagements à la nouvelle condition de l'exploitation.

Si l'adaptation est impossible, l'engagement prend fin. Les aides perçues sont remboursées à l'exception des aides concernant la période pendant laquelle l'engagement a été effectif.

L'organisme payeur notifie la fin de l'engagement.

Art. 25. Conformément à l'article 59, § 6, du règlement n° 1306/2013, la demande d'aide peut être adaptée à tout moment après son dépôt en cas d'erreur manifeste admise par l'organisme payeur.

L'article 7, § 3, du règlement n° 809/2014 est applicable suite à une erreur de l'organisme payeur ou d'un organisme délégué de l'organisme payeur.

CHAPITRE IX. — Contrôle, réductions et remboursement

Section 1^{re}. — Contrôle

Art. 26. § 1^{er}. L'organisme payeur ou les organismes à qui il délègue tout ou partie de ses missions de contrôle, vérifient le respect des conditions de recevabilité et d'admissibilité des aides ainsi que le respect des engagements à exécuter suivant le cahier des charges de l'agriculture biologique.

§ 2. Tout refus de contrôle ou obstacle à celui-ci par un agriculteur entraîne de plein droit une réduction ou une perte de l'aide, sauf dans les cas de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles.

A l'issue des contrôles administratifs ou sur place, les régimes de réductions, refus, retraits et sanctions définis au titre II, chapitres III et IV, et au titre III du règlement n° 640/2014 sont d'application pour le calcul du montant de l'aide octroyée.

Section 2. — Réduction et remboursement de l'aide

Art. 27. § 1^{er}. Le non-respect des dispositions prévues ou prises en vertu du présent arrêté, ainsi que des conditions spécifiques définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, entraîne l'application des réductions, refus, retraits et sanctions conformément aux articles 5 et 6 règlement n° 809/2014.

§ 2. La conséquence d'un non-respect est déterminée par l'organisme payeur en fonction de la gravité, de l'étendue et de la répétition du manquement constaté dans le respect de l'article 35 du règlement 640/2014.

§ 3. Le régime de réduction et de refus des aides est réparti en quatre niveaux, établis comme suit:

- 1° niveau 1 : suppression du paiement annuel pour la surface agricole considérée;
- 2° niveau 2 : suppression du paiement annuel pour un groupe de culture;
- 3° niveau 3 : suppression du paiement annuel pour tous les groupes de culture;

4° niveau 4 : suppression du paiement annuel pour tous les groupes de culture, arrêt de l'engagement et récupération des montants perçus pour tous les groupes de culture pour toute la durée de l'engagement.

§ 4. Le Ministre est habilité à établir une grille de réduction en fonction des manquements.

Le niveau de réduction prononcé peut être plus élevé ou plus bas que le niveau déterminé dans la grille de réduction en fonction de la gravité, de l'étendue et de la durée du manquement constaté.

§ 5. Conformément à l'article 35, § 5, du règlement n° 640/2014, en cas de non-conformité qualifiée de grave au vu de l'ampleur des conséquences qu'elle entraîne eu égard à la finalité des engagements ou des obligations non respectés, l'agriculteur est exclu de l'aide à l'agriculture biologique pendant l'année civile de la constatation, ainsi que la suivante.

Conformément à l'article 35, § 6, du règlement 640/2014, lorsqu'il est établi que l'agriculteur a fourni de faux éléments de preuve aux fins de recevoir l'aide ou a omis de fournir les informations nécessaires par négligence, il est exclu de l'aide à l'agriculture biologique pendant l'année civile de la constatation et la suivante.

§ 6. En cas de récidive au cours d'une période de cinq ans à dater de la date de la décision de réduction ou de refus d'octroi de l'aide, le niveau de la réduction d'aide est majoré d'un niveau.

Art. 28. Sans préjudice des articles 53 à 56 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, en cas de paiement indu, l'article 7 du règlement n° 809/2014 et les articles D.258 à D.260 du Code s'appliquent.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément au titre 13 du Code.

CHAPITRE X. — *Délégations et dérogations*

Art. 29. Le fonctionnaire dirigeant de l'organisme payeur :

1° bénéficie de la délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté;

2° arrête tout document explicatif des dispositions réglementaires à destination des agriculteurs et le canevas des rapports de contrôle.

CHAPITRE XI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 30. Le présent arrêté s'applique à toutes les demandes d'aide en cours.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sont soumises aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique:

1° les demandes d'aide ou les demandes de paiement introduites avant l'année 2015 et faisant l'objet d'un recours, à l'exception des demandes d'aides concernant un engagement qui commence au 1^{er} janvier 2015;

2° les demandes de paiement qui visent l'attribution d'une tranche annuelle couvrant une période antérieure à l'année 2015.

Art. 31. Par dérogation aux articles 13 et 14, le montant de l'aide que le bénéficiaire obtient pour la tranche annuelle relative à l'année 2015 est composé à 75 pourcent du montant de l'aide au maintien prévue à l'article 15 et à 25 pourcent du montant de l'aide à la conversion visée à l'article 13, lorsque le bénéficiaire respecte cumulativement les conditions suivantes, il :

1° a obtenu l'octroi de la surprime visée à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, pour une tranche annuelle commençant le 1^{er} avril 2013;

2° a obtenu l'octroi de l'aide à la conversion visée à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique, pour une tranche annuelle commençant le 1^{er} avril 2014;

3° respecte toutes les conditions d'octroi de l'aide à l'agriculture pour l'attribution de la tranche annuelle commençant le 1^{er} janvier 2015.

Par dérogation aux articles 13 et 14, le montant de l'aide que le bénéficiaire obtient pour la tranche annuelle relative à l'année 2016 est composé à 75 pourcent du montant de l'aide au maintien prévue à l'article 15 et à 25 pour cent du montant de l'aide à la conversion visée à l'article 13, lorsque le bénéficiaire respecte cumulativement les conditions suivantes :

1° il a obtenu l'octroi de l'aide à la conversion visée à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique, pour une tranche annuelle commençant le 1^{er} avril 2014;

2° il a obtenu l'octroi de l'aide à la conversion visée aux articles 14 et 15, pour une tranche annuelle commençant au 1^{er} janvier 2015;

3° il respecte toutes les conditions d'octroi de l'aide à l'agriculture pour l'attribution de la tranche annuelle commençant le 1^{er} janvier 2016.

Art. 32. L'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 et du 23 octobre 2014, est abrogé.

Art. 33. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 septembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204325]

3. SEPTEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungsanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross Compliance;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates vom 28 Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 889/2008 der Kommission vom 5. September 2008 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen hinsichtlich der ökologischen/biologischen Produktion, Kennzeichnung und Kontrolle;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242, D.243 und D.249 bis D.251;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund des am 15. Januar 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. Januar 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 18. März 2015 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Förderbehörde vom 26. Februar 2015 und 18. Juni 2015;

Aufgrund des Berichts vom 5. Februar 2015, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 19. August 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 57.816/2/V;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Durchführung der neuen europäischen Programmplanung zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass das von der Wallonischen Regierung genehmigte und von der Europäischen Kommission am 20. Juli 2015 angenommene wallonische Programm zur Entwicklung des ländlichen Raums einzuleiten ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

2° "Gesetzbuch": das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

3° "Cross Compliance": die Grundanforderungen an die Betriebsführung und die Normen für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand im Sinne von Artikeln 91 bis 101 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates, und des Erlasses

der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

4° "Beihilfeantrag": der Stützungsantrag im Sinne von Artikel 2, 1, (3), der Verordnung Nr. 640/2014;

5° "Zahlungsantrag": der Zahlungsantrag im Sinne von Artikel 2, 1, (4), der Verordnung Nr. 640/2014;

6° "Verpflichtung": alle Produktionsbedingungen der biologischen Landwirtschaft, für deren Erfüllung sich der Landwirt im Anschluss an seinen Beihilfeantrag verpflichtet;

7° "Kulturgruppe": eine Kulturgruppe im Sinne von Artikel 17 Ziffer 1 b) der Verordnung (EU) Nr. 640/2014;

8° "Grundanforderungen der Verpflichtungen": Gesamtheit der in Anwendung von Titel VI, Kapitel I der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 festgelegten obligatorischen Normen, der einschlägigen Kriterien und der Mindesttätigkeiten in Anwendung von Artikel 4 § 1 c) unter ii) und iii) der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates, sowie der sonstigen einschlägigen verpflichtenden Anforderungen gemäß dem föderalen und regionalen Recht im Sinne von Artikel 29 § 2 der Verordnung Nr. 1305/2013;

9° "Minister": der Minister für Landwirtschaft;

10° "Kontrolleinrichtung": eine Kontrolleinrichtung im Sinne von Artikel 2 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologische Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008;

11° "Programmplanungszeitraum": der Zeitraum, der ein Programm für die ländliche Entwicklung für eine im Rahmen der europäischen Gesetzgebung bestimmte Dauer abdeckt;

12° "wallonisches Programm zur Entwicklung des ländlichen Raums": das Programm im Sinne von Artikel 6 der Verordnung Nr. 1305/2013;

13° "Verordnung Nr. 1305/2013": die Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1695/2005 des Rates;

14° "Verordnung Nr. 1306/2013": die Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

15° "Verordnung Nr. 1307/2013": die Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

16° "Verordnung Nr. 807/2014": die delegierte Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

17° "Verordnung Nr. 809/2014": die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross Compliance;

18° "Verordnung Nr. 834/2007": die Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates vom 28. Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91;

19° "Verordnung (EU) Nr. 640/2014": die delegierte Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

20° "Sanitrace": das von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette verwendete automatisierte System der Datenverarbeitung für die Identifizierung und Registrierung der Tiere;

21° "territoriale Dienststelle": dezentralisierte Dienststelle der Abteilung Beihilfen der Verwaltung;

22° "Natura-2000-Gebiet": ein Gebiet im Sinne von Artikel 1bis Ziffer 18 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

23° "Agrarfläche": eine landwirtschaftliche Fläche im Sinne von Artikel 4 § 1 e) der Verordnung Nr. 1307/2013;

24° "ökologische Ausgleichsfläche": die Agrarfläche, für die der Landwirt als Ausgleich für eine bestimmte Belastung auf der Agrarfläche von einer privaten Drittperson einen Betrag erhält, wobei diese Belastung Gegenstand einer Vereinbarung zwischen dem Landwirt und der Drittperson ist, wie dies z.B. bei der Errichtung eines Windrads auf der Agrarfläche der Fall sein könnte;

25° "GVE": die Großvieheinheit oder Referenzeinheit, die die Aggregierung von Viehbeständen unterschiedlicher Arten und unterschiedlichen Alters vereinfacht. Hierfür werden spezifische Koeffizienten verwendet, die ursprünglich auf der Grundlage des Futterbedarfs der verschiedenen Tierarten festgelegt wurden.

KAPITEL II — Allgemeine Bestimmungen

Art. 2 - Die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft gelten für Agrarflächen, die sich ganz oder teilweise auf dem Gebiet der wallonischen Region befinden und die von einem Landwirt in dem Sammelantrag als Gegenstand einer Verpflichtung für eine biologische Produktionsmethode angegeben werden.

Die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft umfasst die Umstellungsbeihilfe und die Beihilfe zur Aufrechterhaltung der biologischen Landwirtschaft.

KAPITEL III — *Einreichung des Antrags*

Art. 3 - § 1 - Der Beihilfeantrag wird spätestens am vom Minister festgelegten Datum vom Landwirt eingereicht.

Die Zahlstelle stellt dem Landwirt auf ihren Internetseiten oder bei der für ihn zuständigen territorialen Dienststelle ein entsprechendes Antragsformular zur Verfügung.

Das Antragsformular für die Beihilfe umfasst alle Informationen, die erforderlich sind, damit die Zahlstelle ihre Aufgaben erfüllen kann. Es umfasst zudem wenigstens die nachfolgenden Informationen:

- 1° die Personalien des Landwirts;
- 2° die Identifizierung der Agrarflächen des Betriebs, die Gegenstand des Beihilfeantrags sind;
- 3° eine Erklärung des Landwirts, aus der hervorgeht, dass dieser sich dazu verpflichtet, das Lastenheft für die biologische Landwirtschaft einzuhalten;
- 4° eine Information über die Verpflichtung, alle Schritte zu unternehmen, um spätestens am 1. Januar nach der Einreichung des Beihilfeantrags die Eintragung bei einer Kontrolleinrichtung zu erwirken oder den Nachweis seiner Eintragung bei einer Kontrolleinrichtung zu erbringen;
- 5° eine Erklärung des Landwirts, aus der hervorgeht, dass er die Bedingungen, die auf die Regelungen in Sachen Direktzahlungen sowie auf die betreffenden Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung anwendbar sind, zur Kenntnis genommen hat.

Die Zahlstelle schickt dem Landwirt spätestens an einem vom Minister festgelegten Datum, das vor dem Anfang seiner Verpflichtung liegt, ein Schreiben zu, in dem bestätigt wird, dass sein Beihilfeantrag empfangen wurde, dass dieser den Bedingungen nach Absatz 3 genügt, und dass die Verpflichtung am folgenden 1. Januar anfängt.

§ 2 - Der Zahlungsantrag wird mittels des Formulars des Sammelantrags gemäß Artikeln 2 und 3 des Erlasses vom 12. Februar 2015 jährlich eingereicht.

Dem Antrag werden ggf. die Belege beigelegt, die von der Zahlstelle im Rahmen des Sammelantrags gemäß Artikel D.30 des Gesetzbuches angefordert werden.

§ 3 - Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 ist auf allfällige Änderungen des Beihilfeantrags oder des jährlichen Zahlungsantrags anwendbar, unter der Bedingung, dass vor dieser Änderung keine Kontrolle vor Ort durchgeführt wurde, bei der Unregelmäßigkeiten festgestellt worden sind.

Art. 4 - Die Verpflichtung für die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft dauert fünf Jahre.

Die Zahlstelle teilt dem Landwirt spätestens an einem vom Minister festgelegten Datum mit, dass er sich in seinem letzten Verpflichtungsjahr befindet.

Falls der Landwirt am Ende seiner ursprünglichen Verpflichtung eine neue Verpflichtung eingehen möchte, reicht er nach den in Artikel 3 angeführten Modalitäten einen neuen Beihilfeantrag ein.

Art. 5 - Die Zahlstelle untersucht die Zulässigkeit des Zahlungsantrags.

Die Zahlstelle stellt dem Landwirt an einem vom Minister festgelegten Datum ein Dokument zu, in dem sie ihm die Zulässigkeit oder die Unzulässigkeit seines Zahlungsantrags mitteilt.

KAPITEL IV — *Bedingungen für den Beihilfeantrag und den Zahlungsantrag für die biologische Landwirtschaft*

Art. 6 - Der Beihilfeantrag ist zulässig, wenn der Landwirt die folgenden Bedingungen erfüllt:

- 1° gemäß den Bestimmungen der Artikel D.20 und D.22 des Gesetzbuches im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) bei der Zahlstelle identifiziert sein;
- 2° eine Produktionseinheit auf belgischem Gebiet besitzen;
- 3° sich verpflichten, auf den betreffenden beihilfefähigen Agrarflächen ab dem 1. Januar des Jahres nach dem Jahr des Beihilfeantrags und für eine ununterbrochene Dauer von mindestens fünf Jahren alle Bedingungen für biologische Produktionsmethoden zu erfüllen;
- 4° die Schritte zur Meldung seiner Aktivität in der biologischen Landwirtschaft und der beabsichtigten Zweckbestimmung der Agrarflächen, für welche die Beihilfe beantragt wird, bei einer zugelassenen Kontrolleinrichtung eingeleitet haben, und zum Zeitpunkt des ersten Zahlungsantrags nach dem Beihilfeantrag seit dem 1. Januar nach der Einreichung des Beihilfeantrags bei einer Kontrolleinrichtung zertifiziert sein;
- 5° ein aktiver Landwirt sein im Sinne von Artikel 9 der Verordnung Nr. 1306/2013 und der Artikel 10 bis 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015.

Der Zahlungsantrag ist nur dann zulässig, wenn er den Bedingungen nach § 1 Ziffern 1 und 2 genügt, und gemäß Artikeln 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 mittels des Sammelantragsformulars eingereicht wird.

Art. 7 - Der Beihilfeantrag und der Zahlungsantrag sind nur dann annehmbar, wenn der Landwirt die folgenden Bedingungen erfüllt:

- 1° auf dem Gebiet der wallonischen Region die Agrarflächen bewirtschaften, für die der Landwirt eine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft beantragt;
- 2° spätestens am 1. Januar des Jahres nach demjenigen des Beihilfeantrags eine Kontrolleinrichtung über seine Tätigkeit und über die Zweckbestimmung der Agrarflächen, für die eine Beihilfe beantragt wird, informiert haben;
- 3° die Identifizierung und Registrierung aller Tiere des Betriebs in dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere (Sanitrace) vorgenommen haben;
- 4° im Laufe des Jahres, das dem vorangeht, für das die Beihilfe beantragt wird, nicht Gegenstand eines Beschlusses zum Ausschluss nach Artikel 27 § 5 gewesen sein.

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 Ziffern 1 und 2 gilt der Beihilfe- oder Zahlungsantrag als unannehmbar für Agrarflächen,

- 1° die sich außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region befinden, oder

2° die sich in einem ökologischen Ausgleichsgebiet befinden, oder

3° die sich auf einer im Umweltinteresse genutzten Fläche befinden, außer bei einer vom Minister in Übereinstimmung mit dem Programm zur Entwicklung des ländlichen Raums bestimmten Vereinbarkeit.

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 müssen alle identifizierten Tiere sich in der oder den Produktionseinheiten befinden, die von dem Erzeuger, der die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft beantragt, bewirtschaftet werden.

KAPITEL V — Verpflichtungen

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmung

Art. 8 - Nur diejenigen Kulturgruppen, die vom Minister in Übereinstimmung mit dem Programm zur Entwicklung des ländlichen Raums definiert werden, können Gegenstand einer Verpflichtung sein, für die eine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft beantragt werden kann.

Die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft kann zusammen mit Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen kumuliert werden, unter der Bedingung, dass diese Kumulierung derjenigen entspricht, die kraft Artikel 11 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen genehmigt wird.

In den bezeichneten Natura 2000-Gebieten geben die Flächen, für welche die Natura 2000-Entscheidung für "Grünland mit starken Einschränkungen" und "extensive Streifen" bezogen wird, und die auf den biologischen Landbau umgestellt werden, kein Anrecht auf die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft.

Für Flächen, für welche die Natura 2000-Entscheidung für "Grünland mit schwachen Einschränkungen" bezogen wird, und die auf den biologischen Landbau umgestellt werden, kann die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft gewährt werden.

Art. 9 - Um in den Genuss der Beihilfen für die biologische Landwirtschaft zu gelangen, bewirtschaftet der Landwirt seinen landwirtschaftlichen Betrieb gemäß:

1° den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 und der Verordnung (EG) Nr. 889/2008 der Kommission mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 834/2007;

2° Artikel 3 § 1 Abs. 3, Artikel 4 und den Anlagen 4 und 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologische Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008;

Art. 10 - In Übereinstimmung mit Artikel 29 § 2 der Verordnung Nr. 1305/2013 gehen die Verpflichtungen über die Normen hinaus, die die Grundanforderungen der Verpflichtungen darstellen.

Art. 11 - § 1 - Für die Flächen der vom Minister bestimmten Kulturgruppe wird bei der Berechnung der in Artikel 17 genannten Beihilfe die Gesamtheit der Flächen berücksichtigt, die für die Gruppe festgelegt werden, die der Minister bestimmt und kraft Artikel 8 definiert. Dies gilt, wenn der Betrieb mindestens eine bestimmte Anzahl GVE pro Hektar der betroffenen Flächen besitzt.

Diese bestimmte Anzahl GVE wird vom Minister im Rahmen des wallonischen Programms zur Entwicklung des ländlichen Raums festgelegt.

Wenn der Tierbesatz des Betriebs für die bestimmte Kulturgruppe weniger als die bestimmte Anzahl GVE je Hektar beträgt, werden die für die Berechnung der Beihilfe berücksichtigten Flächen auf die vom Minister bestimmten Flächen begrenzt, die notwendig sind, damit der oben erwähnte Tierbesatz im Betrieb die bestimmte Anzahl GVE pro Hektar erreicht, und dies, so dass die Laufflächen berücksichtigt werden.

Für diese Berechnung werden nur die Weidetiere berücksichtigt, die nach biologischen Produktionsmethoden gehalten werden. Der Minister wird befugt, die den Weidetieren gleichgestellten Arten und die Modalitäten zur Anwendung vorliegenden Artikels auf diese Arten zu bestimmen.

§ 2 - Die bei der Berechnung des Tierbesatzes berücksichtigten Tiere müssen nach biologischen Produktionsmethoden gehalten werden, und ihr Halter muss der Landwirt sein, auf den sich der Zahlungsantrag bezieht. All diese Tiere müssen sich in der oder den Produktionseinheiten befinden, die von diesem Landwirt bewirtschaftet werden, und für die der Beihilfeantrag eingereicht wird.

Der Tierbesatz entspricht dem durchschnittlichen Jahresbesatz des Betriebs für das betroffene Kalenderjahr. Dieser Tierbesatz wird unter Berücksichtigung der den folgenden Elementen entsprechenden Angaben berechnet:

1° der Durchschnittswert der täglichen Daten aus dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere "Sanitrace", was die Rinder betrifft, deren Vorhandensein auf dem Betrieb für das betreffende Jahr durch die Kontrolleinrichtung bestätigt wird;

2° die Anzahl Equiden, die vom Landwirt in seinem Sammelantrag des betreffenden Jahres angegeben wurden, deren Vorhandensein auf dem Betrieb für das betreffende Jahr durch die Kontrolleinrichtung bestätigt wird;

3° die jährliche Bestandsaufnahme betreffend die Identifizierung und Registrierung der Schafe, Ziegen und Hirsche, deren Vorhandensein auf dem Betrieb für das betreffende Jahr durch die Kontrolleinrichtung bestätigt wird;

§ 3 - Die Berechnung der Anzahl GVE bezüglich der Tiere erfolgt unter Benutzung der vom Minister bestimmten Koeffizienten.

Art. 12 - In Anwendung von Artikel 60 der Verordnung Nr. 1306/2013 wird keinerlei Zahlung zugunsten des Landwirts getätigt, für den erwiesen ist, dass er die Bedingungen zur Erlangung derartiger Zahlungen künstlich geschaffen hat, um auf diese Weise einen Vorteil zu erwirken, der nicht den Zielsetzungen der Beihilferegelung im Rahmen der biologischen Produktionsmethoden entspricht.

Abschnitt 2 — Umstellungsbeihilfe

Art. 13 - Im Laufe des in Artikel 4 angeführten Verpflichtungszeitraums wird dem Landwirt, der seinen Betrieb in einen nach biologischen Produktionsmethoden geführten Betrieb umwandelt, und dabei den in den Artikeln 6 und 7 angeführten Bedingungen genügt, eine Umstellungsbeihilfe gewährt für die beihilfefähigen Agrarflächen, für die in den vorausgegangenen zehn Jahren keine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft gewährt worden ist.

Für die in Artikel 8 genannten Kulturgruppen bestimmt der Minister den Betrag der Umstellungsbeihilfe auf die biologische Landwirtschaft unter Einhaltung des wallonischen Programms zur Entwicklung des ländlichen Raums.

Die Umstellungsbeihilfe wird während der ersten zwei Jahre der Verpflichtung oder während der ersten zwei Jahre, ab denen die betroffenen Flächen im Laufe der Verpflichtung nach Artikel 20 hinzugefügt werden, jährlich gezahlt. Im Laufe dieses zweijährigen Zeitraums bezieht der Landwirt für die Agrarflächen die Umstellungsbeihilfe, unter Ausschluss der in Anlage 14 angeführten Beihilfe zur Aufrechterhaltung der biologischen Landwirtschaft.

Während des restlichen Zeitraums bezieht der Landwirt eine Beihilfe zur Aufrechterhaltung der biologischen Landwirtschaft gemäß Artikel 14.

Wenn das erste Jahr der Umstellungsbeihilfe dem letzten Jahr des Verpflichtungszeitraums gemäß Artikel 14 entspricht, bezieht der Landwirt das zweite Jahr der Umstellungsbeihilfe im ersten Jahr der folgenden Verpflichtung, unter der Bedingung, dass die folgende Verpflichtung unmittelbar auf die vorherige Verpflichtung folgt.

Abschnitt 3 — Beihilfe zur Aufrechterhaltung der biologischen Landwirtschaft

Art. 14 - Wenn der Landwirt keine Umstellungsbeihilfe für die gleichen Flächen erhält, bezieht er die Beihilfe zur Aufrechterhaltung der biologischen Landwirtschaft. Diese Beihilfe ist an die Agrarflächen gebunden, die vom Landwirt während des ersten Jahres der Verpflichtung angegeben wurden und falls es sich um Agrarflächen handelt, die gegebenenfalls im Laufe der Verpflichtung hinzugefügt wurden, für die noch verbleibende Dauer der Verpflichtung unter Einhaltung von Artikel 20.

Die Jahre, für die der Landwirt die Umstellungsbeihilfe erhält, werden von der Dauer der Beihilfe zur Aufrechterhaltung der biologischen Landwirtschaft abgezogen.

Art. 15 - Für die in Artikel 8 genannten Kulturgruppen bestimmt der Minister den Betrag der Beihilfe zur Aufrechterhaltung der biologischen Landwirtschaft unter Einhaltung des wallonischen Programms zur Entwicklung des ländlichen Raums.

KAPITEL VI — *Zahlung*

Art. 16 - Die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft werden in jährlich fälligen Teilbeträgen über einen Zeitraum von fünf Jahren gezahlt. Der Zeitraum, auf den sich ein Teilbetrag bezieht, beginnt am 1. Januar des betreffenden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Jeder jährliche Teilbetrag wird dem Landwirt gezahlt, der einen entsprechenden jährlichen Zahlungsantrag eingereicht hat, unter der Bedingung, dass alle Bedingungen der Verpflichtung während des gesamten Zeitraums, auf den sich der Teilbetrag bezieht, erfüllt sind, und dass er während der ganzen Dauer seiner Verpflichtung den in Artikeln 6 und 7 angeführten Bedingungen genügt.

Die jährlichen Teilbeträge werden auf der Grundlage des jährlichen Zahlungsantrags bestimmt, den der Landwirt gemäß Artikel 3 § 2 einreicht, sowie auf der Grundlage der Ergebnisse der Verwaltungskontrollen oder der Kontrollen vor Ort gemäß Artikel 24 § 1 der Verordnung Nr. 809/2014.

Gemäß Artikel 75 der Verordnung Nr. 1306/2013 können Vorschüsse vor dem 1. Dezember, jedoch nur ab dem 16. Oktober gezahlt werden, unter der Bedingung dass die in Artikel 59 § 1 der Verordnung Nr. 1306/2013 genannte Verwaltungskontrolle abgeschlossen worden ist. Diese Vorschüsse können sich bis auf 75% für die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft belaufen.

Gemäß Artikel 75 § 2 der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 werden die an die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft gebundenen Zahlungen nicht vorgenommen, bevor alle Kontrollen im Bezug auf die Zulassungskriterien abgeschlossen worden sind.

Art. 17 - Die Zahlungsmodalitäten für die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft werden wie folgt bestimmt:

1° jeder jährliche Teilbetrag wird im Laufe des Zeitraums gezahlt, der sich zwischen dem 1. Dezember des Kalenderjahres, das dem des jährlichen Teilbetrags entspricht, und dem 30. Juni des folgenden Kalenderjahres erstreckt;

2° für jedes Jahr wird dem Landwirt nach Zahlung der ihm gewährten Beihilfen eine Mitteilung über diese Beihilfen, in der die entsprechende Berechnung angeführt wird, übermittelt.

Art. 18 - Die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft werden den Landwirten im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt.

Sind die Mittel nicht ausreichend, so kann der Minister beschließen, dass die Landwirte keine weiteren Verpflichtungen eingehen dürfen.

Bei Anwendung von Absatz 2 informiert die Zahlstelle die Landwirte, indem diese Information auf dem Internetportal der wallonischen Region veröffentlicht wird.

KAPITEL VII — *Übertragung, Ausdehnung, Anpassung und Revision der Verpflichtung*

Abschnitt 1 — Übertragung der Verpflichtung

Art. 19 - § 1 - Im Falle der Übertragung der Gesamtheit oder eines Teils der von der Verpflichtung betroffenen Agrarflächen, oder im Falle der Übertragung des gesamten Betriebs kann der übernehmende Landwirt gemäß Artikel 47 § 2 der Verordnung Nr. 1305/2013 und Artikel 8 der Verordnung Nr. 809/2014 die Verpflichtung des überlassenden Landwirts für den noch zu deckenden Zeitraum übernehmen.

Wenn er sich dafür entscheidet, die betreffende Verpflichtung zu übernehmen, übernimmt der übernehmende Landwirt hinsichtlich dieser Verpflichtung die Rechte und Pflichten des überlassenden Landwirts.

Der überlassende Landwirt zahlt die Beihilfen für den Zeitraum, während dessen die Verpflichtung effektiv gewesen ist, nicht zurück, dies unabhängig von dem, wofür sich der übernehmende Landwirt entscheidet.

§ 2 - Der übernehmende Beihilfeempfänger und der überlassende Beihilfeempfänger informieren die Zahlstelle über die Übertragung der Agrarflächen oder des Betriebs mittels einer schriftlichen Notifizierung durch jedes Mittel, das gemäß Artikeln D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht.

Wird eine übernommene Verpflichtung nach Artikel 27 beendet, so erstattet der übernehmende Landwirt alle ihm im Rahmen der laufenden Verpflichtung gewährten Beihilfen sowie die betreffenden Beihilfen, die dem überlassenden Landwirt seit Beginn der Verpflichtung, die er eingegangen war, gezahlt worden sind, zurück.

§ 3 - Es wird davon ausgegangen, dass eine Übertragung am ersten Tag des in Artikel 16 Absatz 1 angeführten jährlichen Zeitraums des Jahres, in dem die Notifizierung der Übertragung erfolgt ist, stattgefunden hat. Dem überlassenden Landwirt werden die Beihilfen gewährt, die jenem jährlichen Zeitraum vor demjenigen

entsprechen, während dessen die Notifizierung der Übertragung stattgefunden hat, unter der Bedingung, dass alle Bedingungen der Zulässigkeit und der Beihilfefähigkeit sowie alle Verpflichtungen durch ihn selbst beachtet worden sind.

Dem Übernehmer werden die Beihilfen ab dem Jahr der Notifizierung gewährt, vorausgesetzt, dass die in Artikel 6 § 1 Ziffern 1, 2 und 3, und in Artikel 7 genannten Bedingungen vom Übernehmer erfüllt werden, und die Verpflichtungen effektiv gewesen sind.

Falls der übernehmende Landwirt im Laufe des jährlichen Zeitraums dieser Notifizierung gemäß Absatz 2 die Bedingungen nicht beachtet, werden die für den jährlichen Zeitraum, in dem die Übertragung stattgefunden hat, gewährten Beihilfen entsprechend verringert oder durch den übernehmenden Landwirt zurück erstattet und werden die für vorangegangene Zeiträume gewährten Beihilfen ggf. durch diesen übernehmenden Landwirt zurück erstattet.

§ 4 - Hat ein Austausch von Agrarflächen stattgefunden, für die eine Verpflichtung im Hinblick auf die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft eingegangen worden ist, so läuft die Verpflichtung für diese Agrarflächen weiter. In einem solchen Fall teilt der Landwirt, der sich für die biologische Landwirtschaft verpflichtet hat, das Bestehen dieser Verpflichtung, zu deren Einhaltung sich der Übernehmer verpflichtet, im Rahmen der Austauschvereinbarung mit.

Abschnitt 3 — Ausdehnung der Verpflichtungsfläche

Art. 20 - Wenn der Landwirt die Fläche seines Betriebs vergrößert oder wenn die in eine Verpflichtung einbezogene Fläche innerhalb eines Betriebs vergrößert wird, ist die Ausdehnung der Verpflichtung im Rahmen von Artikel 15 § 1 der Verordnung Nr. 807/2014 gestattet.

Die Ausdehnung der Verpflichtung auf zusätzliche Flächen ist nur möglich, wenn der Ausdehnungsantrag

1° die in Artikel 15 § 2 der Verordnung 807/2014 genannten Bedingungen beachtet;

2° innerhalb der Fristen und nach den Modalitäten eingereicht wird, die vom Minister festgelegt werden.

Wird dem Antrag stattgegeben, so gilt die Ausdehnung ab dem Jahr, in dem der Ausdehnungsantrag eingereicht wird.

Der Landwirt erfüllt die ausgedehnte Verpflichtung während der restlichen Laufzeit der ursprünglichen Verpflichtung.

Der Minister ist befugt, das Ausdehnungsverfahren zu vervollständigen und rein verfahrenstechnische Bedingungen hinzuzufügen, die für die Behandlung der Ausdehnungsanträge erforderlich sind. Ebenso ist er befugt, die Liste der diesen Anträgen beizufügenden Dokumente unter Beachtung der europäischen Gesetzgebung zu vervollständigen.

Eine Rückerstattung der Zahlungen der vorherigen Jahre wird nicht erfordert.

Abschnitt 3 — Anpassung der Verpflichtung

Art. 21 - Gemäß Artikel 47 § 6 der Verordnung Nr. 1305/2013 und in Anwendung von Artikel 14 § 2 der Verordnung Nr. 807/2014 kann der Minister die Verpflichtungen im Laufe ihres Durchführungszeitraums anpassen, unter der Bedingung, dass die Zielsetzungen der ursprünglichen Verpflichtung eingehalten werden. Diese Anpassung kann sowohl eine Änderung der Lastenhefte als die Verlängerung der Dauer der Verpflichtung betreffen, wobei sie aber im gemäß Artikeln 10 und 11 der Verordnung Nr. 1305/2013 genehmigten wallonischen Programm zur Entwicklung des ländlichen Raums vorgesehen sein muss.

Der Minister ist befugt, das Anpassungsverfahren zu vervollständigen und rein verfahrenstechnische Bedingungen hinzuzufügen, die für die Behandlung der Anpassungsanträge erforderlich sind, unter Beachtung der europäischen Gesetzgebung.

Der Landwirt erfüllt die angepasste Verpflichtung während der restlichen Laufzeit der ursprünglichen Verpflichtung.

Abschnitt 4 — Revision der Verpflichtung

Art. 22 - § 1 - Im Falle einer Änderung der Grundanforderungen der laufenden Verpflichtungen gemäß Artikel 10 werden Letztere in Übereinstimmung mit Artikel 48 Abs. 1 der Verordnung Nr. 1305/2013 durch die Zahlstelle revidiert.

Die in Absatz 1 erwähnte Revision kann darin bestehen, dass die Verpflichtungen beendet werden, wenn die Grundanforderungen auf das Niveau der Anforderungen des Lastenhefts angehoben werden.

§ 2 - Wenn eine Verpflichtung über den europäischen Programmplanungszeitraum hinaus läuft, revidiert die Zahlstelle die Verpflichtung, um sie an den verordnungsrechtlichen Rahmen des nächsten europäischen Programmplanungszeitraums anzupassen, dies gemäß Artikel 48 Abs. 2 der Verordnung Nr. 1305/2013. Diese Revision tritt am ersten Tag der nächsten Programmplanung in Wirkung.

§ 3 - Die Zahlstelle nimmt ebenfalls die notwendigen Revisionen der laufenden Verpflichtungen vor, um eine doppelte Finanzierung der in Artikel 43 der Verordnung Nr. 1307/2013 genannten Methoden zu vermeiden, falls diese Methoden geändert werden.

§ 4 - Wenn die in § 1, § 2 oder § 3 vorgesehene Revision der Verpflichtung es dem Landwirt ermöglicht, Letztere aufgrund eines abgeänderten Lastenheftes weiterzuführen, können die Beträge der überwiesenen Beihilfen auf der Grundlage dieses abgeänderten Lastenheftes revidiert werden.

Wird die in § 1, § 2 oder § 3 vorgesehene Revision von dem Landwirt nicht akzeptiert, so endet die Verpflichtung, ohne dass für den Zeitraum, während dem eine Verpflichtung angewandt wurde, eine Rückzahlung der Beihilfen von dem Landwirt gefordert wird.

§ 5 - Die Zahlstelle informiert den Landwirt über die Anwendung von § 1, § 2 und § 3 über die Presse oder durch ein persönliches Schreiben oder eine E-Mail.

KAPITEL VIII — Höhere Gewalt, offensichtliche Fehler und außergewöhnliche Umstände

Art. 23 - In Fällen von höherer Gewalt und außergewöhnlichen Umständen nach Artikel 2 § 2 der Verordnung Nr. 1306/2013 wird die Rückerstattung der erhaltenen Beihilfe nicht gefordert.

Gemäß Artikel 4 § 2 der Verordnung Nr. 640/2014 informieren der Landwirt, oder seine Rechtsnachfolger, die Zahlstelle in den unter Absatz 1 angeführten Fällen schriftlich unter Übermittlung von Belegen innerhalb von fünfzehn Arbeitstagen ab dem Tag, an dem er (sie) hierzu in der Lage ist (sind).

In den in Absatz 1 angeführten Fällen wird die Beihilfe proportional eingestellt, in Übereinstimmung mit und nach den in Artikel 4 § 1 Abs. 2 der Verordnung Nr. 640/2014 vorgesehenen Modalitäten.

Art. 24 - Gemäß Artikel 47 § 3 der Verordnung Nr. 1305/2013 hat der Landwirt, der infolge von auf seinen Betrieb angewandten Bodenordnungsverfahren oder vergleichbaren öffentlichen Interventionen nicht weiter in der Lage ist, die von ihm eingegangenen Verpflichtungen teilweise oder ganz zu erfüllen, dies der Zahlstelle schriftlich vor dem Datum der Übernahme mitzuteilen.

Die Zahlstelle passt die Verpflichtungen an die neue Lage des Betriebs an.

Ist die Anpassung unmöglich, so wird die Verpflichtung beendet. Die erhaltenen Beihilfen werden zurückerstattet mit Ausnahme der Beihilfen betreffend den Zeitraum, während dessen die Verpflichtung effektiv gewesen ist.

Die Zahlstelle notifiziert das Ende der Verpflichtung.

Art. 25 - Gemäß Artikel 59 § 6 der Verordnung Nr. 1306/2013 kann der Beihilfeantrag bei offensichtlichen Fehlern, die von der Zahlstelle anerkannt wurden, jederzeit nach seiner Einreichung berichtigt werden.

Artikel 7 § 3 der Verordnung Nr. 809/2014 ist anschließend an einen Irrtum der Zahlstelle oder einer bevollmächtigten Einrichtung der Zahlstelle anwendbar.

KAPITEL IX — Kontrolle, Kürzungen und Rückerstattung

Abschnitt 1 — Kontrolle

Art. 26 - § 1 - Die Zahlstelle oder die Einrichtungen, denen sie ihre Kontrollaufgaben vollständig oder teilweise überträgt, prüfen die Beachtung der Bedingungen der Zulässigkeit und der Annehmbarkeit der Beihilfen sowie die Beachtung der Verpflichtungen, die nach dem Lastenheft für die biologische Landwirtschaft durchzuführen sind.

§ 2 - Jede Verweigerung oder Hinderung der Kontrolle durch einen Landwirt führt von Rechts wegen zu einer Kürzung oder zu einem Verlust der Beihilfe, außer in Fällen höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände.

Im Anschluss an die Verwaltungskontrollen oder an die vor Ort durchgeführten Kontrollen werden die in Titel II, Kapitel III und IV, und Titel III der Verordnung Nr. 640/2014 festgelegten Regelungen für die Kürzung, die Ablehnung, die Rücknahme und Sanktionen auf die Berechnung der gewährten Beihilfe angewandt.

Abschnitt 2 — Kürzung und Rückerstattung der Beihilfe

Art. 27 - § 1 - Die Missachtung der in Ausführung des vorliegenden Erlasses vorgesehenen oder getroffenen Bestimmungen sowie der spezifischen Bedingungen, die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologischen Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 definiert werden, führt zur Anwendung von Kürzungen, Ablehnungen, Rücknahmen und Sanktionen nach Artikeln 5 und 6 der Verordnung Nr. 809/2014.

§ 2 - Die Auswirkungen einer Missachtung werden von der Zahlstelle festgelegt auf der Grundlage der Schwere, des Ausmaßes und des wiederholten Auftretens des festgestellten Verstoßes, und unter Einhaltung von Artikel 35 der Verordnung Nr. 640/2014.

§ 3 - Die Regelung zur Kürzung und Ablehnung der Beihilfen wird wie folgt in vier Stufen unterteilt:

1° Stufe 1: Wegfall der jährlichen Zahlung für die betreffende Agrarfläche;

2° Stufe 2: Wegfall der jährlichen Zahlung für eine Kulturgruppe;

3° Stufe 3: Wegfall der jährlichen Zahlung für alle Kulturgruppen;

4° Stufe 4: Wegfall der jährlichen Zahlung für alle Kulturgruppen, Einstellung der Verpflichtung und Rückforderung der für alle Kulturgruppen für die gesamte Dauer der Verpflichtung gezahlten Beträge.

§ 4 - Der Minister ist befugt, eine Tabelle der Kürzungen auf der Grundlage der Verstöße festzulegen.

Je nach der Schwere, dem Ausmaß und dem Wiederholungscharakter des festgestellten Verstoßes kann das Ausmaß der verkündeten Kürzung höher oder geringer sein als das in der Kürzungstabelle festgelegte Ausmaß.

§ 5 - Im Fall einer Regelwidrigkeit, die aufgrund des Ausmaßes der Auswirkungen unter Berücksichtigung der Ziele der nicht eingehaltenen Verpflichtungen oder Auflagen als "schwere Regelwidrigkeit" bezeichnet werden kann, wird der Landwirt gemäß Artikel 35 § 5 der Verordnung Nr. 640/2014 im Kalenderjahr der Feststellung und in dem darauf folgenden Kalenderjahr von der Beihilfe für die biologische Landwirtschaft ausgeschlossen.

Wird festgestellt, dass der Landwirt falsche Nachweise vorgelegt hat, um die Beihilfe zu erhalten, oder hat er verabsäumt, die erforderlichen Informationen zu liefern, so wird er gemäß Artikel 35 § 6 der Verordnung Nr. 640/2014 im Kalenderjahr der Feststellung und in dem darauf folgenden Kalenderjahr von der Beihilfe für die biologische Landwirtschaft ausgeschlossen.

§ 6 - Bei wiederholtem Verstoß innerhalb von fünf Jahren ab dem Datum des Beschlusses zur Kürzung oder zur Ablehnung der Beihilfe wird die Stufe der Beihilfenkürzung um eine Stufe erhöht.

Art. 28 - Unbeschadet der Artikel 53 bis 56 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung finden Artikel 7 der Verordnung Nr. 809/2014 sowie die Artikel D.258 bis D.260 des Gesetzbuches Anwendung.

Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 des Gesetzbuches.

KAPITEL X — Vollmachten und Abweichungen

Art. 29 - Der leitende Beamte der Zahlstelle:

1° ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen;

2° legt jegliches Dokument zur Erläuterung der gesetzlichen Vorschriften für die Landwirte sowie das Musterdokument der Kontrollberichte fest.

KAPITEL XI — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 30 - Der vorliegende Erlass ist auf alle laufenden Beihilfeanträge anwendbar.

In Afwijking van Absatz 1 onderliggen de volgende aanvragen de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 over de toewijzing van steun voor de biologische landbouw en de opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 over de toewijzing van steun voor de biologische landbouw:

1° steunverzoeken of aanvragen, die vóór 2015 ingediend werden, en die het onderwerp van een klacht zijn, met uitzondering van steunverzoeken, die een verplichting betreffen, die op 1 januari 2015 begint;

2° aanvragen, die de toewijzing van een jaarlijkse steun betreffen, die een periode vóór 2015 dekt.

Art. 31 - In Afwijking van de artikelen 13 en 14 bestaat de steun van de steunontvanger voor de jaarlijkse steun voor 2015 uit, voor 75% uit de steun van de steunontvanger voor de biologische landbouw na artikel 15, en voor 25% uit de steun van de steunontvanger na artikel 13, wanneer de steunontvanger de volgende voorwaarden cumulatief aanvaardt:

1° hem is de toewijzing van de meerpremie na artikel 4 § 1 van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2008 over de toewijzing van steun voor de biologische landbouw voor een jaarlijkse steun ab dem 1 april 2013 toegezegd worden;

2° hem is de toewijzing van de steunpremie na artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 over de toewijzing van steun voor de biologische landbouw voor een jaarlijkse steun ab dem 1 april 2014 toegezegd worden;

3° hij voldoet aan alle voorwaarden voor de toewijzing van de steun voor de biologische landbouw voor de toewijzing van de jaarlijkse steun ab dem 1 januari 2015.

In Afwijking van de artikelen 13 en 14 bestaat de steun van de steunontvanger voor de jaarlijkse steun voor 2016 uit, voor 75% uit de steun van de steunontvanger voor de biologische landbouw na artikel 15, en voor 25% uit de steun van de steunontvanger na artikel 13, wanneer de steunontvanger de volgende voorwaarden cumulatief aanvaardt:

1° hem is de toewijzing van de steunpremie na artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 over de toewijzing van steun voor de biologische landbouw voor een jaarlijkse steun ab dem 1 april 2014 toegezegd worden;

2° hem is de toewijzing van de steunpremie na artikelen 14 en 15 voor een jaarlijkse steun ab dem 1 januari 2015 toegezegd worden;

3° hij voldoet aan alle voorwaarden voor de toewijzing van de steun voor de biologische landbouw voor de toewijzing van de jaarlijkse steun ab dem 1 januari 2016.

Art. 32 - Het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 over de toewijzing van steun voor de biologische landbouw en de opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 over de toewijzing van steun voor de biologische landbouw, gewijzigd door de besluiten van de Waalse Regering van 13 juni 2014 en van 23 oktober 2014, wordt opgeheven.

Art. 33 - De Minister van Landbouw wordt met de uitvoering van het voorgaande besluit bevestigd.

Namur, den 3. september 2015

Der Minister-Président

P. MAGNETTE

Der Minister van Landbouw, Natuur, landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
en Vertreter bij de Grotere Regio

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204325]

3 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op de uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo);

Gelet op de uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van verordening (EEG) nr. 2092/91;

Gelet op verordening (EG) nr. 889/2008 van de Commissie van 5 september 2008 tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten, wat de biologische productie, de etikettering en de controle betreft;

Gelet op het Waals landbouwwetboek, artikelen D.4, D.242, D.243 en D.249 tot D.251;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 januari 2015;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 januari 2015;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid d.d. 26 februari 2015 en 18 juni 2015;

Gelet op het rapport van 5 februari 2015, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 57.816/2/V van de Raad van State, gegeven op 19 augustus 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat maatregelen getroffen moeten worden zodat de nieuwe Europese programmering toegepast kan worden;

Overwegende dat het Waalse plattelandsontwikkelingsprogramma uitgevoerd moet worden zoals goedgekeurd door de Waalse Regering en aangenomen door de Europese Commissie op 20 juli 2015;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 » : het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

2° « Wetboek » : het Waals Landbouwwetboek;

3° « randvoorwaarden » : de uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen en normen voor een goede landbouw- en milieuconditie vermeld in de artikelen 91 tot 101 van verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en nr. 485/2008 van de Raad en in het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

4° « steunaanvraag » : de bijstandsaanvraag in de zin van artikel 2, 1, (3), van verordening nr. 640/2014;

5° « betalingsaanvraag » : de betalingsaanvraag in de zin van artikel 2, 1, (4), van verordening nr. 640/2014;

6° « verbintenis » : het geheel van de productievoorwaarden betreffende de biologische landbouw die de landbouwer aanvaardt na te komen naar aanleiding van zijn steunaanvraag;

7° « gewasgroep » : een gewasgroep in de zin van artikel 17, 1°, *b*), van verordening (EU) nr. 640/2014;

8° « relevante dwingende normen van de verbintenissen » : geheel van de dwingende normen zoals bedoeld in titel VI, hoofdstuk I, van verordening (EU) nr. 1306/2013, van de relevante criteria en de minimumactiviteiten zoals bedoeld in artikel 4, § 1, punt *c*), sub ii) en iii), van verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad, alsmede van de overige relevante dwingende voorschriften vastgesteld bij federaal en regionaal recht zoals bedoeld in artikel 29, § 2, van verordening nr. 1305/2013;

9° « de Minister » : de Minister van Landbouw;

10° « controleorgaan » : een controleorgaan in de zin van artikel 2, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de biologische productiemethode en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008;

11° « programmeringsperiode » : de bij de Europese wetgeving bepaalde looptijd van een programma voor plattelandsontwikkeling;

12° « Waals programma voor plattelandsontwikkeling » : het programma voor plattelandsontwikkeling in de zin van artikel 6 van verordening 1305/2013;

13° « verordening nr. 1305/2013 » : verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

14° « verordening nr. 1306/2013 » : verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

15° « verordening nr. 1307/2013 » : verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

16° « verordening nr. 807/2014 » : verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) en tot invoering van overgangsbepalingen;

17° « verordening nr. 809/2014 » : de uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

18° « verordening nr. 834/2007 » : verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van verordening (EEG) nr. 2092/91;

19° « verordening nr. 640/2014 » : gedelegeerde verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

20° « Sanitrace » : geautomatiseerd systeem voor de behandeling van de gegevens betreffende de identificatie en de registratie van dieren, gebruikt door het Federaal agentschap voor de veiligheid van de voedingsketen;

21° « territoriale dienst » : gedecentraliseerde dienst van het Departement Steun bij de Administratie;

22° « Natura 2000-gebied » : Natura 2000-gebied in de zin van artikel 1*bis*, 18°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

23° « landbouwareaal » : een landbouwareaal in de zin van artikel 4, § 1, *e*), van verordening 1307/2014;

24° « areaal voor ecologische compensatie » : landbouwareaal waarvoor de landbouwer een som van een private derde ontvangt ter compensatie van een dwingende eis op het landbouwareaal, zoals de plaatsing van een windmolen op het landbouwareaal, waarbij die dwingende eis het voorwerp is van een overeenkomst tussen de landbouwer en de derde;

25° « GVE » : grootvee-eenheid of referentie-eenheid waarmee een aggregatie van vee van verschillende soorten en leeftijden gemaakt kan worden aan de hand van specifieke coëfficiënten die aanvankelijk opgemaakt zijn op basis van de voedingsbehoeften van elk type dier.

HOOFDSTUK II. — Algemene bepalingen

Art. 2. De steun voor biologische landbouw geldt voor de geheel of gedeeltelijk in het Waalse Gewest gelegen landbouwareaalen die door een landbouwer in de verzamelaanvraag aangegeven worden als zijnde het voorwerp van een verbintenis voor een productiemethode in de biologische landbouw.

De steun voor biologische landbouw omvat de steun bij omschakeling naar en instandhouding van biologische landbouw.

HOOFDSTUK III. — Indiening van de aanvraag

Art. 3. § 1. De landbouwer dient zijn steunaanvraag uiterlijk op de door de Minister bepaalde datum in.

Het betaalorgaan legt een steunaanvraagformulier ter beschikking van de landbouwer op zijn website of bij de territoriale dienst waaronder de landbouwer ressorteert.

Het steunaanvraagformulier bevat alle gegevens die nodig zijn voor de opdracht van het betaalorgaan en op zijn minst de volgende gegevens :

1° de identiteitsgegevens van de landbouwer;

2° de identificatie van de landbouwareaalen van het bedrijf waarop de steunaanvraag betrekking heeft;

3° een verklaring van de landbouwer waarbij bevestigd wordt dat hij zich verbindt tot naleving van het bestek betreffende de biologische landbouw;

4° informatieverstrekking m.b.t. de verplichting om de nodige stappen te ondernemen met het oog op de aansluiting bij een controleorgaan tegen 1 januari na de indiening van de steunaanvraag of om het bewijs te leveren van zijn aansluiting bij een controleorgaan;

5° een verklaring van de landbouwer waarbij bevestigd wordt dat hij kennis heeft genomen van de voorwaarden die in verband met de betrokken steunregelingen en de maatregelen inzake plattelandontwikkeling gelden.

Het betaalorgaan stuurt de landbouwer uiterlijk op een door de Minister bepaalde datum voor het begin van zijn verbintenis toe waarin bevestigd wordt dat zijn steunaanvraag in ontvangst is genomen, dat ze voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid en dat de verbintenis op 1 januari ek begint te lopen..

§ 2. De betalingsaanvraag wordt jaarlijks via het verzamelaanvraagformulier ingediend overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het besluit van 12 februari 2015.

De aanvraag gaat vergezeld van de bewijsstukken die het betaalorgaan desgevallend in de verzamelaanvraag opeist, overeenkomstig artikel D.30 van het Wetboek.

§ 3. Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 is van toepassing op elke eventuele wijziging in de steunaanvraag of in de jaarlijkse betalingsaanvraag voor zover geen controle ter plaatse werd gevoerd waardoor onregelmatigheden aan het licht gebracht werden voor de wijziging.

Art. 4. De verbintenis inzake steun voor biologische landbouw loopt vijf jaar.

Het betaalorgaan verwittigt de landbouwer uiterlijk op een door de Minister bepaalde datum dat hij zich in het laatste verbintenisjaar bevindt.

De landbouwer die na afloop van zijn oorspronkelijke verbintenis een nieuwe verbintenis wenst aan te gaan, dient een nieuwe steunaanvraag in volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 3.

Art. 5. Het betaalorgaan onderzoekt de ontvankelijkheid van de betalingsaanvraag.

Het betaalorgaan deelt op een door de Minister bepaalde datum in een document mee dat de betalingsaanvraag van de landbouwer al dan niet ontvankelijk is.

HOOFDSTUK IV. — *Voorwaarden betreffende de steunaanvraag en de betalingsaanvraag in geval van biologische productie*

Art. 6. De steunaanvraag is ontvankelijk als de landbouwer de volgende voorwaarden vervult :

1° geïdentificeerd zijn bij het betaalorgaan in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, overeenkomstig de artikelen D.20 en D.22 van het Wetboek;

2° over een productie-eenheid op Belgisch grondgebied beschikken;

3° zich vanaf 1 januari na de steunaanvraag gedurende minstens vijf jaar zonder onderbreking verbinden tot de naleving van alle voorwaarden inzake de biologische productiemethode op de betrokken landbouwarealen die in aanmerking komen;

4° de stappen aangevat hebben m.b.t. de mededeling van zijn activiteit in de biologische landbouw en van het overwogen gebruik van de landbouwarealen waarvoor steun wordt aangevraagd bij een erkend controleorgaan en, bij de eerste betalingsaanvraag die volgt op de steunaanvraag, gecertificeerd zijn bij een controleorgaan sinds 1 januari na de indiening van de steunaanvraag;

5° actief landbouwer zijn in de zin van artikel 9 van verordening nr. 1306/2013 en de artikelen 10 tot 12 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015.

De betalingsaanvraag is slechts ontvankelijk als ze voldoet aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°, en als ze via het verzamelaanvraagformulier ingediend wordt, overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015.

Art. 7. De steunaanvraag en de betalingsaanvraag komen in aanmerking als de landbouwer de volgende voorwaarden vervult :

1° de landbouwarealen waarvoor hij de steun voor biologische productie aanvraagt op het grondgebied van het Waalse Gewest uitbaten;

2° zijn activiteit en het gebruik van de landbouwarealen waarvoor de steun wordt aangevraagd uiterlijk 1 januari van het jaar na de steunaanvraag meegedeeld hebben aan een controleorgaan;

3° alle dieren van het bedrijf laten identificeren en registreren in het identificatie- en registratiesysteem voor dieren « Sanitrace »;

4° niet het voorwerp uitmaken van een in artikel 27, § 5, bedoelde beslissing tot uitsluiting in de loop van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de steun wordt aangevraagd.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1° en 2°, wordt de steun- of betalingsaanvraag als onaanvaardbaar beschouwd voor landbouwarealen gelegen :

1° hetzij buiten het grondgebied van het Waalse Gewest;

2° hetzij in een areaal voor ecologische compensatie;

3° hetzij in een ecologisch waardevol areaal, behalve in gevallen van compatibiliteit zoals bepaald door de Minister in overeenstemming met het programma voor plattelandsontwikkeling.

Voor de toepassing van het eerste lid, 3°, bevinden alle geïdentificeerde dieren zich in de productie-eenheid/eenheden beheerd door de landbouwer die voor de steun inzake biologische landbouw in aanmerking komt.

HOOFDSTUK V. — *Verbintenissen*

Afdeling I. — Algemene bepaling

Art. 8. Alleen de gewasgroepen die door de Minister overeenkomstig het Waals programma voor plattelandsontwikkeling bepaald worden zijn het voorwerp van een verbintenis met het oog op de verlening van steun voor biologische productie.

De steun voor biologische landbouw kan gecumuleerd worden met agromilieu- en klimaatmaatregelen voor zover die cumul overeenstemt met de cumul die toegestaan wordt krachtens artikel 11, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatmaatregelen.

In de aangewezen Natura 2000-gebieden, geven de arealen die in aanmerking komen voor de vergoeding Natura 2000 voor « Weiland met grote druk » en voor de « Extensieve stroken » omgeschakeld naar biologische landbouw geen recht op steun voor biologische landbouw.

De arealen die in aanmerking komen voor de vergoeding Natura 2000 voor « Weiland met zwakke druk » omgeschakeld naar biologische landbouw kunnen voor biologische landbouw in aanmerking komen.

Art. 9. Om steun voor biologische productie te genieten, beheert de landbouwer zijn landbouwbedrijf overeenkomstig :

1° de voorschriften van verordening (EG) nr. 834/2007 en van verordening (EG) nr.889/2008 van de Commissie tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van verordening (EG) nr. 834/2007;

2° de artikelen 3, § 1, derde lid, en 4, van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 en de bijlagen 4 en 5 bij dat besluit.

Art. 10. Overeenkomstig artikel 29, § 2, van verordening nr. 1305/2013, gaan de verbintenissen verder dan de ter zake relevante dwingende normen.

Art. 11. § 1. Voor de arealen betreffende de door de Minister bepaalde gewasgroep wordt bij de berekening van de in artikel 17 bedoelde steun het geheel van de arealen in aanmerking genomen die bepaald worden voor de gewasgroep bepaald door de Minister krachtens artikel 8, wanneer het bedrijf beschikt over minstens een bepaald aantal GVE per hectare van de betrokken arealen.

Dat bepaald aantal GVE wordt door de Minister vastgelegd met inachtneming van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling.

Als de veebezetting van het bedrijf lager is dan het voor bedoelde gewasgroep bepaalde aantal GVE per hectare, worden de bij de berekening van de steun in aanmerking genomen arealen beperkt tot de door de Minister bepaalde arealen die noodzakelijk zijn opdat de veebezetting van het bedrijf het per hectare bepaald aantal GVE zou bereiken en om de trajecten in aanmerking te nemen.

Bij die berekening wordt enkel grazend vee in aanmerking genomen dat volgens de biologische productiemethode geteelt wordt. De Minister is bevoegd voor de nadere bepaling van de met grazend vee gelijkgestelde soorten en van de modaliteiten tot toepassing van dit artikel op die soorten.

§ 2. De dieren die in aanmerking komen bij de berekening van het veebestand, worden gefokt volgens de biologische productiemethode en de houder ervan is de landbouwer betrokken bij de betalingsaanvraag. Al deze dieren bevinden zich in de productie-eenheid/eenheden die door de landbouwer beheerd wordt/worden en het voorwerp van de betalingsaanvraag is/zijn.

De veebezetting is de jaarlijkse gemiddelde bezetting van het bedrijf voor het betrokken kalenderjaar. De bezetting wordt bepaald met inachtneming van de volgende gegevens :

1° het gemiddelde van de dagelijkse gegevens uit het identificatie- en registratiesysteem Sanitrace, wat runderen betreft, waarvan de aanwezigheid in het bedrijf door het controleorgaan bevestigd wordt voor het in aanmerking genomen jaar;

2° het aantal paardachtigen aangegeven door de landbouwer in zijn verzamelaanvraag van het in aanmerking genomen jaar en waarvan de aanwezigheid in het bedrijf door het controleorgaan bevestigd wordt voor het in aanmerking genomen jaar;

3° de jaarlijkse inventaris betreffende de identificatie en de registratie van de schaaп-, geit- en hertachtigen waarvan de aanwezigheid in het bedrijf door het controleorgaan bevestigd wordt voor het in aanmerking genomen jaar.

§ 3. Het aantal GVE betreffende de dieren wordt berekend d.m.v. de door de Minister bepaalde coëfficiënten.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 60 van verordening nr. 1306/2013, wordt geen betaling verricht ten gunste van de landbouwer van wie is komen vast te staan dat hij kunstmatig de voorwaarden heeft gecreëerd om voor dergelijke betalingen in aanmerking te komen en dus een voordeel zou genieten dat niet in overeenstemming is met de doelstellingen van de steunregeling inzake de biologische landbouw.

Afdeling 2. — Steun voor omschakeling

Art. 13. Gedurende de verbintenisperiode bedoeld in artikel 4 wordt steun voor omschakeling verleend aan de landbouwer die zijn bedrijf omschakelt naar een bedrijf dat voldoet aan de voorschriften voor de biologische productiemethode en aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 6 en 7, wat betreft de in aanmerking komende arealen waarvoor geen enkele steun voor biologische landbouw werd verleend in de loop van de afgelopen tien jaren.

Wat betreft de gewasgroepen bedoeld in artikel 8, bepaalt de Minister het bedrag van de steun voor omschakeling naar biologische landbouw zoals opgenomen in het Waals programma voor plattelandsontwikkeling.

De steun voor omschakeling wordt jaarlijks gestort gedurende de eerste twee jaren van de verbintenis of gedurende de eerste twee jaren vanaf waarvan de betrokken arealen overeenkomstig artikel 20 in de loop van de verbintenis worden toegevoegd. Gedurende die periode van twee jaar geniet de landbouwer de steun voor omschakeling voor de landbouwarealen, met uitsluiting van de in artikel 20 bedoelde steun voor de instandhouding van de biologische landbouw.

Gedurende de resterende periode geniet de landbouwer steun voor de instandhouding van de biologische landbouw zoals bepaald bij artikel 14.

Als het eerste jaar van de steun voor omschakeling overeenstemt met het laatste jaar van de verbintenisperiode bedoeld in artikel 14, komt de landbouwer in aanmerking voor het tweede jaar steun voor omschakeling in de loop van het eerste jaar van de volgende verbintenis op voorwaarde dat de volgende verbintenis onmiddellijk na de vorige verbintenis komt.

Afdeling 3. — Steun voor de instandhouding van biologische landbouw

Art. 14. De landbouwer die geen steun voor omschakeling op dezelfde arealen ontvangt, geniet steun voor de instandhouding van biologische landbouw. Die steun heeft betrekking op de landbouwarealen aangegeven door de landbouwer in de loop van het eerste verbintenisjaar en, indien eventueel landbouwarealen in de loop van de verbintenis worden toegevoegd, voor de nog te lopen verbintenisduur met inachtneming van artikel 20.

De looptijd van de instandhoudingssteun wordt verminderd met de jaren waarvoor de landbouwer de omschakelingssteun geniet.

Art. 15. Wat betreft de gewasgroepen bedoeld in artikel 8, bepaalt de Minister het bedrag van de steun voor de instandhouding van de biologische landbouw zoals opgenomen in het Waals programma voor plattelandsontwikkeling.

HOOFDSTUK VI. — Betaling

Art. 16. De steun voor biologische landbouw wordt in jaarlijkse schijven betaald over een periode van vijf jaar. De periode gedekt door een jaarlijkse schijf gaat in op 1 januari van het jaar waarop ze betrekking heeft en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Elke jaarlijkse schijf wordt gestort aan de landbouwer die zijn overeenstemmende jaarlijkse betalingsaanvraag heeft ingediend voor zover de voorwaarden van de verbintenissen vervuld zijn tijdens de door bedoelde schijf gedekte periode en voor zover hij gedurende de periode van zijn verbintenis voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 6 en 7.

De jaarlijkse schijven worden vastgelegd op basis van de jaarlijkse betalingsaanvraag die de landbouwer overeenkomstig artikel 3, § 2, toestuurde, alsook op basis van de resultaten van de administratieve of ter plaatse gevoerde controles, overeenkomstig artikel 24, § 1, van verordening nr. 809/2014.

Overeenkomstig artikel 75 van verordening nr.1306/2013, kunnen tussen 16 oktober en 1 december voorschotten van ten hoogste 75 % voor steun aan de biologische landbouw worden betaald nadat de administratieve controles overeenkomstig artikel 59, § 1, zijn voltooid.

Overeenkomstig artikel 75, § 2, van verordening (EG) nr. 1306/2013 wordt de betalingen i.v.m. de steun voor biologische landbouw niet verricht voordat de toetsing aan de subsidiabiliteitsvoorwaarden voltooid is.

Art. 17. De modaliteiten voor de betaling van de steun inzake biologische landbouw worden bepaald als volgt :

1° elke jaarlijkse schijf wordt betaald in de loop van de periode tussen 1 december van het kalenderjaar overeenstemmend met die van de jaarlijkse schijf en 30 juni van het volgende kalenderjaar;

2° voor elk jaar wordt een kennisgeving van het bedrag van de toegekende steun, met de berekening ervan, aan de landbouwer gestuurd na de betaling van de steun.

Art. 18. De biologische landbouwsteun wordt aan de landbouwers gestort binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

Als de fondsen ontoereikend zijn, kan de Minister beslissen dat de landbouwers geen nieuwe verbintenissen meer mogen aangaan.

In geval van toepassing van het tweede lid, informeert het betaalorgaan de landbouwers via het internetportaal van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK VII. — *Overdrachten, uitbreidingen, aanpassingen en herzieningen van verbintenissen*

Afdeling 1. — Overdracht van de verbintenissen

Art. 19. § 1. Overeenkomstig artikel 47, § 2, van verordening nr. 1305/2013 en artikel 8 van verordening nr. 809/2014, indien hetzij het onder een verbintenis vallende volledige areaal, of een deel ervan, hetzij het gehele bedrijf wordt overgedragen, kan de overnemende landbouwer de verbintenis van de overdragende landbouwer voor de resterende looptijd overnemen.

Een landbouwer die beslist verbintenissen over te nemen, treedt in de rechten en plichten van de overdragende landbouwer wat die verbintenissen betreft.

De overdragende landbouwer betaalt de steun niet terug die hij al ontvangen heeft voor de periode waarin de verbintenis effectief is geweest, ongeacht de keuze van de overnemende landbouwer.

§ 2. De overdracht van de landbouwarealen of van het bedrijf wordt door de begunstigde overnemer en de overdragende begunstigde schriftelijk meegedeeld aan het betaalorgaan door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent in de zin van artikel D. 15 van het Wetboek.

Als de overgenomen verbintenis, overeenkomstig artikel 27, stopgezet wordt, betaalt de overnemende landbouwer de steun terug die hem is gestort in het kader van de lopende verbintenis, alsook de betrokken steun die aan de overdragende landbouwer werd gestort sinds het begin van de door laatstgenoemde aangegeven verbintenis.

§ 3. Een overdracht wordt geacht te hebben plaatsgevonden op de eerste dag van de jaarlijkse periode zoals bedoeld in artikel 16, eerste lid, van het jaar van de kennisgeving van de overdracht. De overdragende landbouwer geniet de steun die overeenstemt met de jaarlijkse periode die voorafgaat aan die waarin de kennisgeving van de overdracht heeft plaatsgevonden voor zover voldaan werd aan alle ontvankelijkheids- en subsidiabiliteitsvoorwaarden en de verbintenissen door hemzelf nagekomen werden.

De overnemer geniet steun vanaf het jaar van de kennisgeving voor zover de voorwaarden bedoeld in de artikelen 6, § 1, 1°, 2°, 3° en 7 door de overnemer vervuld zijn en de verbintenissen effectief zijn geweest.

Als de overnemende landbouwer de voorwaarden niet vervult tijdens de jaarlijkse periode van die kennisgeving zoals bedoeld in het tweede lid, wordt de steun voor de jaarlijkse periode waarin de overdracht heeft plaatsgevonden verlaagd of door de overnemende landbouwer terugbetaald alsook, in voorkomend geval, de voor de voorafgaande periodes gestorte steun.

§ 4. In geval van ruil van landbouwarealen die het voorwerp van een verbintenis in het kader van de steun hebben uitgemaakt blijft de verbintenis van toepassing op die landbouwarealen. In een dergelijk geval geeft de landbouwer die zich tot biologische landbouw verbonden heeft, in het kader van de ruilovereenkomst kennis van het bestaan van die verbintenis die de overnemer belooft na te komen.

Afdeling 2. — Uitbreiding van het areaal waarop de verbintenis betrekking heeft

Art. 20. Als de landbouwer het areaal van zijn bedrijf uitbreidt of als het areaal waarop een verbintenis betrekking heeft in een bedrijf wordt vergroot, mag de verbintenis uitgebreid worden met inachtneming van artikel 15, § 1, van verordening nr. 807/2014.

De verbintenis wordt uitgebreid om bijkomende arealen te dekken voor zover de uitbreidingsaanvraag :

1° voldoet aan de voorwaarden vermeld in artikel 15, § 2, van verordening 807/2014;

2° ingediend wordt binnen de termijnen en volgens de modaliteiten bepaald door de Minister.

In geval van aanvaarding treedt de uitbreiding in werking in de loop van het jaar waarin ze wordt aangevraagd.

De landbouwer houdt zich aan de uitgebreide verbintenis voor de resterende duur van de oorspronkelijke verbintenis.

De Minister is bevoegd om de uitbreidingsprocedures aan te vullen en om louter procedurele bijkomende voorwaarden toe te voegen die nodig zijn voor de behandeling van de uitbreidingsaanvragen. Hij is ook bevoegd om de lijst van de bij die aanvragen te voegen documenten aan te vullen.

Er wordt geen terugbetaling geëist voor betalingen van de voorafgaande jaren.

Afdeling 3. — Aanpassing van de verbintenissen

Art. 21. Overeenkomstig artikel 47, § 6, van verordening nr. 1305/2013 en bij toepassing van artikel 14, § 2, van verordening nr. 807/2014, kunnen de verbintenissen, op voorwaarde dat de doelstellingen van de oorspronkelijke verbintenis nageleefd worden, door de Minister aangepast worden in de loop van de periode van hun uitvoering, zowel via een wijziging in het bestek als door de verlenging van de looptijd van de verbintenis, voor zover die aanpassing voorzien wordt in het Waals programma voor plattelandsontwikkeling dat is goedgekeurd overeenkomstig de artikelen 10 en 11 van verordening nr. 1305/2013.

De Minister is bevoegd om de aanpassingsprocedure aan te vullen en om louter procedurele bijkomende voorwaarden toe te voegen die nodig zijn voor de behandeling van de aanpassingen, met inachtneming van de Europese wetgeving.

De landbouwer houdt zich aan de aangepaste verbintenis voor de resterende looptijd van de oorspronkelijke verbintenis.

Afdeling 4. — Herziening van de verbintenissen

Art. 22. § 1. Overeenkomstig artikel 48, eerste lid, van verordening nr.1305/2013 worden de lopende verbintenissen door het betaalorgaan herzien in geval van wijziging van de ter zake relevante dwingende normen zoals bedoeld in artikel 10.

De herziening bedoeld in het eerste lid kan bestaan in een stopzetting van de verbintenissen als de ter zake relevante dwingende normen opgetrokken worden tot het niveau van het bestek van de verbintenissen.

§ 2. Overeenkomstig artikel 48, tweede lid, van verordening nr. 1305/2013, indien een verbintenis zich over een periode uitstrekt die de lopende periode van de Europese programmering overschrijdt, wordt de verbintenis door het betaalorgaan herzien om ze aan te passen aan het voor de volgende programmeringsperiode geldende rechtskader. Die herziening heeft gevolg op de eerste dag van de volgende programmering.

§ 3. Het betaalorgaan voert ook de nodige herzieningen van de lopende verbintenissen door om dubbele financiering van de in artikel 43 van verordening nr. 1307/2013 bedoelde praktijken te voorkomen in geval van wijzigingen van die praktijken.

§ 4. Als de in paragraaf 1, 2 of 3 bedoelde herziening van de verbintenis de landbouwer toelaat om voort te doen op basis van een gewijzigd bestek, kunnen de bedragen van de gestorte steun herzien worden op basis van dat gewijzigd bestek.

Als de herziening bedoeld in paragraaf 1, 2 of 3 niet aanvaard wordt door de landbouwer, eindigt de verbintenis en betaalt de landbouwer de steun niet terug die hij al ontvangen heeft voor de periodes waarin de verbintenis effectief is geweest.

§ 5. Het betaalorgaan geeft de landbouwer kennis van de toepassing van de paragrafen 1, 2 en 3 via de pers, in een schrijven of d.m.v. een individuele e-mail.

HOOFDSTUK VIII. — Geval van overmacht, kennelijke fout en uitzonderlijke omstandigheden

Art. 23. De terugbetaling van de ontvangen steun wordt niet geëist in de gevallen van overmacht en in de uitzonderlijke omstandigheden bedoeld in artikel 2, § 2, van verordening nr. 1306/2013.

De gevallen bedoeld in het eerste lid worden, samen met de desbetreffende bewijzen, door de landbouwer of zijn rechtsverkrijgende schriftelijk aan het betaalorgaan gemeld binnen vijftien werkdagen vanaf de dag waarop dit voor hen mogelijk is, overeenkomstig artikel 4, § 2, van verordening nr. 640/2014.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid wordt de steun evenredig ingetrokken overeenkomstig artikel 4, § 1, tweede lid, van verordening nr. 640/2014 en volgens de modaliteiten die daarin voorzien worden.

Art. 24. Overeenkomstig artikel 47, § 3, van verordening 1305/2013, deelt een landbouwer die het geheel of een deel van zijn verbintenissen niet verder kan nakomen omdat zijn bedrijf wordt herverkaveld of binnen een ruilverkaveling van overheidswege valt, zulks schriftelijk aan het betaalorgaan mee voor de datum van ingebruikneming.

Het betaalorgaan past de verbintenissen aan de nieuwe bedrijfs situatie aan.

Is deze aanpassing onmogelijk, dan eindigt de verbintenis. De ontvangen steun wordt terugbetaald, met uitzondering van de steun voor de periode waarin de verbintenis daadwerkelijk is nagekomen.

Het betaalorgaan geeft kennis van het einde van de verbintenis.

Art. 25. Overeenkomstig artikel 59, § 6, van verordening nr. 1306/2013, kan de steunaanvraag elk ogenblik na de indiening ervan worden gecorrigeerd in geval van een kennelijke fout die door het betaalorgaan als zodanig wordt erkend.

Artikel 7, § 3, van verordening nr. 809/2014 is toepasselijk als gevolg van een fout van het betaalorgaan of van een door het betaalorgaan gemachtigde instelling.

*HOOFDSTUK IX. — Controle, verlagingen en terugbetaling**Afdeling 1. — Controle*

Art. 26. § 1. Het betaalorgaan of de instellingen waaraan het een deel of het geheel van zijn controleopdrachten delegeert, gaan na of de voorwaarden van ontvankelijkheid en subsidiabiliteit van de steun vervuld zijn en of verbintenissen volgens het bestek van de biologische nagekomen worden.

§ 2. Elke controleweigering of -belemmering door een landbouwer heeft van rechtswege een verlaging of het verlies van de steun tot gevolg, behalve in de gevallen van overmacht of in uitzonderlijke omstandigheden.

Na afloop van de administratieve controles of van de controles ter plaatse, zijn de regelingen inzake verlagingen, weigeringen, intrekkingen en sancties omschreven in titel II, hoofdstukken III en IV, en titel III van verordening nr. 640/2014 van toepassing bij de berekening van het bedrag van de toegekende steun.

Afdeling 2. — Verlaging en terugbetaling van de steun

Art. 27. § 1. De niet-inachtneming van de krachtens dit besluit bepaalde of genomen voorschriften alsmede van de specifieke voorwaarden omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 heeft de toepassing van de verlagingen, weigeringen, intrekkingen en sancties tot gevolg overeenkomstig de artikelen 5 en 6 van verordening nr. 809/2014.

§ 2. Het gevolg van een niet-naleving wordt door het betaalorgaan op basis van de ernst, de omvang en de herhaling van de geconstateerde tekortkoming bepaald met inachtneming van artikel 35 van verordening 640/2014.

§ 3. De regeling van de verlaging en de weigering van de steun wordt ingedeeld in vier niveaus die vastgelegd zijn als volgt:

1° niveau 1 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor het in aanmerking genomen landbouwareaal;

2° niveau 2 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor een gewasgroep;

3° niveau 3 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor alle gewasgroepen;

4° niveau 4 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor alle gewasgroepen, stopzetting van de verbintenis en invordering van de bedragen die sinds het begin van de verbintenis voor alle gewasgroepen ontvangen werden.

§ 4. De Minister is bevoegd om een verlagingrooster op te maken op grond van de tekortkomingen.

Naar gelang van de ernst, de omvang en de duur van de vastgestelde tekortkoming kan het uitgesproken verlagingsniveau lager of hoger zijn dan het niveau bepaald in de verlagingsrooster.

§ 5. Overeenkomstig artikel 35, § 5, van verordening nr. 640/2014, als er sprake is van een als ernstig beoordeelde niet-naleving gezien de omvang van de gevolgen die ze met zich meebrengt ten opzichte van de doelstellingen van de niet nagekomen verbintenissen of verplichtingen, wordt de landbouwer voor het kalenderjaar van de bevinding en het daaropvolgende kalenderjaar uitgesloten uit de steun voor biologische productie.

Overeenkomstig artikel 35, § 6, van verordening 640/2014, wanneer vast komt te staan dat de landbouwer valse informatie heeft verstrekt om bijstand te ontvangen, of verzuimd heeft de nodige informatie te verstrekken, wordt de bijstand geweigerd of volledig ingetrokken, wordt hij voor het kalenderjaar van de bevinding en het daaropvolgende kalenderjaar uitgesloten uit de steun voor biologische productie.

§ 6. In geval van herhaling in de loop van een periode van vijf jaar, met ingang op de datum van de beslissing tot verlaging van de steun of tot weigering van de toekenning ervan, wordt de verlaging van de steun verhoogd met één niveau.

Art. 28. Onverminderd de artikelen 53 tot 56 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, zijn artikel 7 van verordening nr. 809/2014 en de artikelen D.258 tot D.260 van het Wetboek van toepassing in geval van niet-verschuldigde betaling.

De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig titel 13 van het Wetboek.

HOOFDSTUK X. — *Machtigingen en afwijkingen*

Art. 29. De leidend ambtenaar van het betaalorgaan :

1° is ertoe gemachtigd de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde steun vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;

2° beslist over elk verklarend document van de voor de landbouwers bestemde reglementaire voorschriften en over het stramien van de controlerapporten.

HOOFDSTUK XI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 30. Dit besluit is van toepassing op alle lopende steunaanvragen.

In afwijking van het eerste lid gelden de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 24 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw voor :

1° de steunaanvragen of de betalingsaanvragen die voor het jaar 2015 zijn ingediend en die het voorwerp van een beroep uitmaken, met uitzondering van de steunaanvragen betreffende een verbintenis die op 1 januari 2015 aanvangt;

2° de betalingsaanvragen betreffende de toekenning van een jaarlijkse schijf die een periode dekt die aan het jaar 2015 voorafgaat.

Art. 31. In afwijking van de artikelen 13 en 14, bestaat het bedrag dat de begunstigde ontvangt voor de jaarlijkse schijf betreffende het jaar 2015 uit 75 procent van het bedrag van de instandhoudingssteun bedoeld in artikel 15 en uit 25 procent van het bedrag van de omschakelingssteun bedoeld in artikel 13, als hij op cumulatieve wijze de volgende voorwaarden vervult :

1° hij heeft de toekenning verkregen van de extrapremie bedoeld in artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, voor een jaarlijkse schijf die op 1 april 2013 aanvangt;

1° hij heeft de toekenning verkregen van de conversiesteun bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, voor een jaarlijkse schijf die op 1 april 2014 aanvangt;

3° hij vervult alle voorwaarden voor de toekenning van landbouwsteun wat betreft de toekenning van de jaarlijkse schijf die op 1 januari 2015 aanvangt.

In afwijking van de artikelen 13 en 14, bestaat het bedrag dat de begunstigde ontvangt voor de jaarlijkse schijf betreffende het jaar 2016 uit 75 procent van het bedrag van de instandhoudingssteun bedoeld in artikel 15 en uit 25 procent van het bedrag van de conversiesteun bedoeld in artikel 13, als hij op cumulatieve wijze de volgende voorwaarden vervult :

1° hij heeft de toekenning verkregen van de conversiesteun bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, voor een jaarlijkse schijf die op 1 april 2014 aanvangt;

2° hij heeft de toekenning verkregen van de conversiesteun bedoeld in de artikelen 14 et 15, voor een jaarlijkse schijf die op 1 april 2015 aanvangt;

3° hij vervult alle voorwaarden voor de toekenning van landbouwsteun wat betreft de toekenning van de jaarlijkse schijf die op 1 januari 2016 aanvangt.

Art. 32. Het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 13 juni 2014 en 23 oktober 2014, wordt opgeheven.

Art. 33. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 september 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN